



Munich Personal RePEc Archive

Corruption and Economic Development: Application to the sectors of education and health in the MENA region

Mtiraoui, Abderraouf

Faculté des sciences économiques et de gestion de Sousse-Tunisie,
Rectorat de Sousse -Tunisie

12 May 2015

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/64306/>

MPRA Paper No. 64306, posted 12 May 2015 13:19 UTC

CORRUPTION ET DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE: APPLICATION AUX SECTEURS
DE L'ÉDUCATION ET DE LA SANTÉ DANS LA
ZONE MENA

Abderraouf Mtiraoui

Faculté des sciences économiques et de gestion de Sousse-Tunisie

Ecole doctorale de Sousse-Tunisie

Laboratoire de recherche LAMIDED à l'ISG de Sousse-Tunisie

Résumé : Dans ce travail, nous devons d'abord, étudier d'une manière plus détaillée le concept de la corruption, ses définitions et sa genèse. Ensuite, nous essayerons de développer les approches de la corruption. Pour la majorité des économistes comme D. Kaufmann et al. (2007), la corruption a des racines dans le contenu du pouvoir économique. L'indicateur représentatif est un phénomène mondial qui atteint particulièrement les pays en développement, la corruption trouve son origine dans la faiblesse structurelle des institutions locales et l'incapacité des décideurs publics et politiques à contrôler les fonctionnaires pour lutter contre ce fléau social. Elle dénote un problème d'allocation de ressources indispensables au bien-être de l'individu. C'est pour cela, enfin, nous étudierons par la suite les déterminants de la corruption à savoir les déterminants micro-économiques et les déterminants macroéconomiques tout en mettant l'accent sur le facteur capital humain.

Mots clés : *Corruption, Capital humain, Croissance économique, contrôle de la corruption, santé, éducation*

Abstract : In this work, we must first, to study in more detail the concept of corruption, its definitions and its genesis. Then we will try to develop approaches to corruption. For most economists as D. Kaufmann et al. (2007), corruption has roots in the content of economic power. The representative indicator is a global phenomenon which particularly affected developing countries, corruption is rooted in the structural weakness of local institutions and the failure of public policy and decision control officials to lute against this social scourge. It denotes a problem of allocation of resources essential to the welfare of the individual. That is why, finally, we will study later the determinants of corruption namely microeconomic determinants and macroeconomic determinants while focusing on human capital factor.

Keywords : Corruption, Humain capital, economic growth, contol of corruption, education, health.

CHAPITRE I : PROBLEMATIQUE DE LA CORRUPTION

INTRODUCTION :

La corruption est un sujet à la mode, la récente perception de sa dangerosité est une nouveauté qui prend sa source dans la progression moderne du développement des pays.

Nous signalons qu'il existe plusieurs méfaits de la «*corruption*» à savoir : le gaspillage des ressources financières limitées, l'augmentation des coûts de transactions, la baisse de la qualité, etc... peuvent mettre en cause la stabilité sociale d'un pays. La corruption survient dans la sphère réelle (économique, administrative et politique). Elle peut s'aggrave dans les pays où les lois et le respect des règlements ne sont pas rigoureusement observés. Ainsi, l'indépendance, le professionnalisme du secteur public peuvent perdre leurs rigueurs et la société civile manque de moyens pour amener le public à faire pression.

Dans certains pays où la démocratie est bien fixée, les pratiques corrompues sont plus difficiles et plus risquées pour leurs acteurs. En outre, «*la professionnalisation de la fonction publique et l'instauration d'un système d'avancement au mérite peuvent réduire les possibilités de corruption dans le secteur public*¹».

Dans les économies pauvres, le problème se pose au niveau social et sur le plan du développement. «*La faiblesse de leurs gouvernances et le retard économique peuvent expliquer l'ampleur de la corruption*² ». Ils sont donc les plus fragiles et influençables sur les secteurs productifs. Elle dénote un problème d'allocation de ressources essentielles au bien-être de l'individu. Selon une estimation de la banque mondiale³, mille milliards de dollars auraient été détournés en «*pots- de- vin* » au cours de l'exercice 2001-2002.

¹Seka, Pierre roche(2005) : «*corruption, croissance et capital humain : quels rapports* »p.p.4-6

²Kaufmann, D, A. Kraay and M. Mastruzzi.(2005) : "Governance Matters IV: Governance Indicators for 1996 2004." World Bank Policy Research Working Paper 3630. Washington, DC.

³Albert Bonlonkou (2003) : «*mondes en développement* » vol.31-2003/3-n°123 »

« La corruption peut réduire l'impact des dépenses publiques d'éducation et de santé sur les performances sociales (taux d'alphabétisation ou taux d'illettrisme, taux de mortalité ou espérance de vie) et affaiblit la qualité des services fournis »⁴(Ablo et Reinikka, 1998).

La réduction de ce fléau permettrait de réaliser des améliorations significatives en termes de mortalité infantine et de taux de scolarisation primaire (Gupta et al. 2001). En plus, la corruption affecte la part des dépenses dans le PIB allouée à différents secteurs de l'économie : « négativement pour les dépenses d'éducation et de santé »⁵(Mauro, 1998).

Généralement, ce fléau (corruption) est articulé aux comportements des individus, c'est pour cela il existe plusieurs types de corruption à savoir la « corruption sans vol » et la « corruption avec vol »⁶.

Dans ce cas et en premier lieu, nous examinons de façon plus approfondie le concept de la corruption, ses définitions et sa genèse. En deuxième lieu, nous essayons de développer les approches de la corruption.

Pour la majorité des économistes, la corruption a des racines dans le contenu du pouvoir. C'est ainsi l'utilisation discrétionnaire du pouvoir où il existe la notion « monopolistique ». Alors, les incitations à la corruption et ses opportunités dépendent de la taille des rentes et du privilège personnel que les agents publics peuvent tirer de l'octroi de certains marchés.

A l'instar de n'importe quel marché, « la corruption se fonde sur un contrat passé entre différents intérêts. Entreprises, groupes de pression et citoyens essaient de maximiser leurs gains en versant des pots-de-vin, tandis que des agents publics tentent de maximiser leurs revenus illégaux et les politiciens leur pouvoir. Les multinationales peuvent payer des pots-de-vin pour passer devant les autres. La corruption peut être responsable de la dégradation des biens et des services publics, et même menacer la sécurité. Elle mine les programmes de lutte contre la pauvreté ainsi que les programmes internationaux d'aide et de reconstruction »⁷. Enfin, nous étudions les déterminants de la corruption à savoir les déterminants micro-économique et les déterminants macro-économique.

⁴Ablo, Emmanuel and Reinikka, Ritva, *Do Budgets Really Matter? Evidence from Public Spending on Education and Health in Uganda* (June 1998). World Bank Policy Research Working Paper No. 1926.

⁵Paolo Mauro(1997): "the Effect of Corruption on Growth, Investment and Government Expenditure: A Cross-country Analysis", *corruption in the global economy*, (institute for international economics),.

⁶Andrei Shleifer; Robert W. Vishny (1993): "The Quarterly Journal of Economics, Vol. 108.

⁷Seka, P. R, (2005) : "Corruption, croissance et capital humain : Quels rapports", Université de Cocody, UFR-SEG, Abidjan.

SECTION 1 : GENÈSE GRAMMATICALE DE LA CORRUPTION

Il y a plusieurs apports économiques qui définissent le terme «corruption» comme un phénomène du secteur public.

Une définition de la corruption du secteur public qui était proposée par Bardhan (1997)⁸ «*L'utilisation des bureaux publics pour des bénéfices privés*». La supposition de base ici est que les agents publics utilisent leurs fonctions pour ne pas maximiser le bien-être Social, mais ils s'en servent pour satisfaire leur intérêt individuel.

Les sources de la corruption avèrent assez difficiles à établir. Elle proviendrait de l'inobservation des règles d'éthique ou de la morale. Nous présenterons alors les définitions, les formes et les dimensions internationales de la corruption.

I- DÉFINITIONS USUELLES

Il est difficile d'avancer une définition sur laquelle les économistes sont réunis puisqu'il n'y a pas une définition qui satisfait les différentes pratiques de la corruption dans chaque pays, c'est pour cela la corruption nous conduisons à un discours de discussions depuis plusieurs d'années.

Le terme « *corruption* » vient du verbe latin "*rumpere*" qui signifie rompre, enfreindre, briser ou casser. Il indique donc que quelque chose s'est cassée : un code de conduites morales ou sociales ou une règle administrative, et il y a corruption quand l'agent public qui enfreint à la règle en tire un bénéfice tangible pour lui-même, sa famille, ses amis, sa tribu, son parti politique ou tout autre groupe qui lui est proche.

« Le concept de corruption provient de la latine se définit comme une altération du jugement, du goût, du langage. Elle peut être saisie comme un avilissement, une dépravation, une déformation⁹ ».

Selon la convention des Nations Unies la corruption est définie comme « *le fait de réaliser ou d'inciter à commettre des actes que constituent un exercice abusif d'une fonction (ou un abus d'autorité) dans l'attente d'un avantage ou pour l'obtention d'un avantage, directement*

⁸P, Bardhan (1997) "Corruption and Development": A Review of Issues" *Journal of Economic Literature*. Vol. XXXV.

⁹Rapport mondial sur la corruption au Mali(2002)

ou indirectement promis, offert ou sollicité, ou à la suite de l'acceptation d'un avantage directement accordé, à titre personnel ou pour un tiers».

Suivant les conventions multilatérales (*Nations Unies, Union Africaine ou encore Organisation du Commerce et du Développement Économique*), et aussi suivant les conventions bilatérales qui sont constituées par les accords signés entre deux pays dans le but de lutter contre la corruption, la corruption peut être inspirée son cadre juridique.

Alors, la convention de l'OCDE la corruption est définie comme *« le fait intentionnel, pour toute personne, d'offrir, de promettre ou d'octroyer un avantage pécuniaire indu, directement ou par des intermédiaires, à un agent public étranger, à son profit ou au profit d'un tiers, pour que cet agent agisse ou s'abstienne d'agir dans l'exécution de fonctions officielles, en vue d'obtenir un marché ou un autre avantage indu dans le commerce international ».*

Mishra (2005) et Lui (1996) adoptent la même approche de corruption, toute en ajoutant que *« la corruption est un phénomène faisant partie intégrante de la personne humaine qui est sensible aux pots-de-vin et a une tendance à bénéficier de sa situation professionnelle ».* Ce phénomène peut subsister sous forme d'un échange, *« d'une faveur ou d'une facilité au service public ou d'un passe-droit contre un dessous de table monétaire ou encore une faveur réciproque »* [Ganuza et Celentani (2002)].

Il y a eu plusieurs tentatives pour définir la corruption qui est généralement considérée comme un phénomène du secteur public. Une définition possible de la corruption du secteur public est celle proposée par Bardhan (1997)¹⁰ *«L'utilisation des bureaux publics pour des bénéfices privés».* *L'hypothèse de base ici est que les agents publics utilisent leurs fonctions pour satisfaire leur intérêt individuel ne pas maximiser le bien-être social ».* C'est le cas par exemple d'un fonctionnaire de douane qui exige le paiement d'un pot-de-vin pour permettre à un produit d'entrer dans un pays ayant au paravent le droit.

Les institutions internationales ont se sont intéressés à ce concept « corruption », à savoir l'organisation non gouvernementale « *Transparency International* » a défini la corruption comme étant *« l'abus du pouvoir public ou privé pour satisfaire des intérêts particuliers « individuels »*, alors que la définition de la banque mondiale *« place le secteur public au centre*

¹⁰Bardhan(1997): "Corruption and Development: A Review of Issues" *Journal of Economic Literature*. Vol.XXXV

du phénomène ». La définition alternative proposée par Shleifer et Vishny (1993)¹¹ est la suivante: «*la vente par les fonctionnaires du gouvernement des propriétés du gouvernement pour des gains personnels*». Le gain personnel représente le bénéfice financier direct accumulé par le fonctionnaire public. De plus, la statistique des fautes présentées ci-après, s'efforce de qualifier les nuances qui existent selon la responsabilité et l'intensité de la démarche corruptive, mais aucun cas, ne les organise dans une table de correspondance qui en présenterait le caractère systémique et pratique de la corruption.

Tableau 1: *Les définitions et les infractions relatives à la corruption*¹²

Infraction	Auteur(s)	Pratiques
<i>Corruption active (vis-à-vis d'une personne exerçant une fonction publique)</i>	<i>Toute personne</i>	<i>Proposer sans droit des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques, pour obtenir d'une personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou investie d'un mandat électif</i>
<i>Trafic passif d'influence (commis par une personne exerçant une fonction publique)</i>	<i>Personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou investie d'un mandat électif</i>	<i>Solliciter ou agréer sans droit des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques, pour abuser de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une autorité ou d'une administration publique des distinctions, des emplois, des marchés ou toute autre décision favorable</i>
<i>Trafic d'influence (vis-à-vis d'un tiers)</i>	<i>"Quiconque"</i>	<i>Le fait de céder aux sollicitations ou proposer sans droit, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques, pour qu'une personne abuse de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une autorité.</i>
<i>Blanchiment</i>	<i>Toute personne</i>	<i>Faciliter par tout moyen la justification mensongère de l'origine des biens ou des revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect.</i>
<i>Recel</i>	<i>Toute personne</i>	<i>Le fait de dissimuler, de détenir ou de transmettre une chose ou de faire office d'intermédiaire afin de la transmettre, en sachant que cette chose provient d'un crime ou d'un délit Le fait, en connaissance de cause, de bénéficier, par tout moyen, du produit d'un crime.</i>

Source : *thèse de doctorat d'Olivier Vallée (2008) : «La construction d'un discours de la corruption dans le cadre de la mondialisation »,p-p.70-71*

¹¹Shleifer et Vishny « corruption » *Quarterly Journal of Economics*, Aout, (1993) ;p 599-617.

¹²Pierre Lascoumes 1990 « les Français et la corruption politique : des représentations ambiguës »..op.cit.

Au totale, le délit (crime) de corruption tient alors de sa spécificité de quelques caractéristiques assez importantes. Le crime de corruption est à la fois frauduleux, abusif, secret et (malheureusement) toléré, ainsi la première caractéristique de la corruption est son aspect frauduleux et illégal. La corruption se pratique toujours en dehors des règles et procédures connues ou utilise leurs limites inhérentes. La deuxième caractéristique de la corruption est son aspect abusif. C'est alors « *l'abus de pouvoir* ».

En effet, « *le pouvoir est abusé lorsqu'une personne accepte, postule ou exige un avantage en échange de l'exercice, ou de son mandat, de sa mission. De même, le pouvoir est trompé lorsqu'une personne offre un avantage particulier pour faire la distorsion des règles et procédures ou pour les appliquer. Cet avantage se manifeste sous la forme d'un « pot-de-vin ».*

Cependant, la corruption peut se faire sans le versement de pot-de-vin. Il s'agit alors de népotisme (injustice, favoritisme...). Le troisième trait fondamental est son caractère secret. Le délit de corruption s'accomplit dans l'ombre, à l'abri des regards, de façon caché. Seules les personnes impliquées dans la corruption en sont instruites et la chose n'est pas divulguée(. C'est pourquoi les pots-de-vin sont souvent appelés des "dessous-de-table" ou des "enveloppes". Alors, si la corruption persiste, elle s'élargit et devient systémique, autrement dit « implicitement tolérée ¹³ ».

Par ses différentes caractéristiques, la corruption se présente comme un fléau difficile à cerner et à quantifier. Elle est mauvaise et difficile à combattre: le défi de mettre en place des moyens efficaces de lutter contre la corruption.

¹³Thèse de doctorat d'Olivier Vallée (2008) :«La construction d'un discours de la corruption dans le cadre de la mondialisation » pp4-10

II- La CORRUPTION, UNE HYDRE MONDIALE¹⁴ ?

La définition de la corruption a fait l'objet de discussions depuis un certain nombre d'années. C'est un phénomène difficile à définir.

En effet, la mondialisation récente de l'économie et le développement anarchique des pays du tiers monde ont ouvert de nouveaux domaines aux manœuvres corruptrices, notamment en matière de travaux publics. Dans ce qui suit, et pour marquer l'ancienneté de la corruption, nous présenterons les notions traditionnelles et modernes de la corruption.

1- Notion classique de la corruption

Dans l'antiquité, la corruption était utilisée pour désigner la santé morale de société tout entière. Cette dernière était jugée en fonction de la répartition de la richesse et du pouvoir, de la qualité de direction politique.

La définition classique de la corruption ne laisse pas aucun doute sur le poids de la dimension morale dans son utilisation : « *perversion ou destruction de l'intégrité dans l'accomplissement de son devoir, par pots-de-vin, de faveurs*¹⁵ ». Mais de nos jours, les institutions gouvernementales sont devenues complexées et les groupes sociaux et les programmes sont différenciés.

A cet effet, il ne semble plus y avoir de moyen ou de raison de juger la corruption d'un ordre politique tout entier.

2- Notion moderne de la corruption

Dans le langage courant ainsi que dans la terminologie juridique, la corruption est l'agissement par lequel une personne investie d'une fonction déterminée, publique ou privée, sollicite ou accepte un don. Une offre ou une personne en vue d'accomplir un acte entrant, d'une manière directe ou indirecte, dans le cadre de ses fonctions. Selon d'autres, il s'agit d'une violation, commise par le couple, des devoirs de sa charge, en d'autres termes ; une sorte d'abus de confiance.

¹⁴ *Le Petit Robert, Code pénal, Convention des Nations-Unies (2003): « Rapport sur le développement humain - Burkina Faso »*

¹⁵ *Bilel Ben Nahia (2008) : « L'impact de la corruption sur L'IDE: Application Sur Quelques Pays MENA » pp2-8*

La corruption n'est pas alors une exclusivité du secteur public. Il est alors douteux que l'on réussit à formuler une définition de la corruption qui ne se prête pas critique. Il semblerait que diverses instances internationales aient préféré se concentrer sur la définition de « *paiement illégale* » comme acte de corruption.

III- FORMES ET TYPES DE LA CORRUPTION

Un cri des chercheurs de plusieurs disciplines en sciences sociales, économiques, géographiques etc., pour expliquer le phénomène « corruption ».

Ainsi, il existe plusieurs formes et types de la corruption qui varie d'un pays à un autre et au sein d'un pays. C'est pour cette raison, on peut parler d'une diversification des formes principales et élémentaires de la corruption qui se manifeste comme la suivante :

I- Formes principales de la corruption¹⁶

Nous distinguons dans ce cadre entre deux formes principales de la corruption à savoir : la corruption administrative et corruption politique.

**La première forme de corruption* est dite administrative lorsque les fonctionnaires permettent en échange de pot-de-vin, à un particulier d'obtenir un marché ou d'assurer son immunité après avoir fraudé le fisc. Elle est appelée aussi la petite corruption qui implique l'abus des fonctions publiques pour réaliser des gains privés. La corruption administrative dans les pays en développement s'est révélée d'être un handicap sérieux et une entrave à la rapidité et à l'efficacité. La tendance qu'ont tous les Etats à centraliser le pouvoir politique et l'appareil exécutif, l'inefficacité de l'administration, sont autant d'éléments qui concourent à bloquer le processus de développement.

**La deuxième forme* de la corruption est dite politique puisqu'elle est pratiquée par des autorités politiques qui ont la responsabilité de représenter les intérêts du public. En font partie le tarif d'influence, l'accord de faveurs, les irrégularités dans les compagnes de financements et de fraude électorale. C'est l'utilisation du pouvoir politique pour préserver des positions au gouvernement. Elle est manœuvrée par les décideurs-cadres élites au pouvoir-chargés de gérer ou de créer les règles et procédures du système de gouvernance.

¹⁶Le Petit Robert, Code pénal, Convention des Nations-Unies (2003):« Rapport sur le développement humain - Burkina Faso »

2- Les formes élémentaires de la corruption¹⁷

Parmi les formes élémentaires renommées dans ce cadre, nous citons alors

*Abus de fonction où l'agent public prend l'initiative et la décision d'une résolution ou un avis contre la loi et il refuse d'accomplir un acte relevant de ses fonctions, ou d'abuser de sa fonction en assumant des fonctions publiques autre que celles qui lui incombent en vertu de la loi.

*Détournement de biens où l'agent public détourne de leur destination, à son profit ou à ce celui de tiers, des biens meubles, ou immeubles, de l'argent ou des valeurs appartenant à l'Etat ou à un particulier, qui ont été mis en sa possession en raison de ses fonctions à des fins de gestion, ou autres. Cette forme de corruption, dans ce cas, défavorise et freine le développement le secteur privé et prive une nouvelle génération des services d'éducation et de santé qui participe au développement économique.

*Enrichissement illicite qui sert à augmenter le patrimoine d'un agent public qui n'est pas justifié par rapport aux revenus perçus légitimement dans ses fonctions.

*Piston ou il existe l'échange de faveur, et l'usage des relations pour obtenir des services publics ou pour accéder facilement à un emploi.

*Pot-de-vin s'apparait comme paiement que demande un agent public ou qu'offre un agent privé en échange de faveur comme un marché de l'Etat, un avantage, une réduction d'impôts. Un permis ou un jugement favorable.

Nous distinguons entre le don et le pot de vin qui peut apparaitre comme un « graissage de patte » c'est-à-dire l'argent public reçoit pour accélérer le traitement d'une demande, du paiement offert ou demandé à des fins illégales. Le graissage de patte est l'argent qu'agent public qui reçoit pour exercer les fonctions de la charge pour laquelle il est déjà rémunéré, et fournir des services courants auxquels un individu a droit, comme obtenir un permis de conduire. Alors qui un don est accordé sous forme de subvention entre certains agents. « *Dans la pratique, la personne qui donne attend quelques chose en retour mais celle qui reçoit n'est pas tenue de répondre à cette attente* ¹⁸ ».

¹⁷Le Petit Robert, Code pénal, Convention des Nations-Unies (2003):« Rapport sur le développement humain - Burkina Faso »

¹⁸Tanzi V. (1998):« Corruption Around the World: Causes, Consequences, Scope, and Cures », IMF Staff Papers, vol 45(4)

*Népotisme qui est un abus d'un homme en place faisant son influence pour procurer des avantages, des emplois à sa famille, à ses amis. La corruption n'entraîne pas nécessairement la distribution de dessous-de-table.

*Rétribution est la "rétribution indue d'un service public" dans le cas d'une vente pure et simple de ce service public. Par exemple, une des pratiques la plus courante dans l'administration policière est celle qui consiste à payer les frais d'essence pour le déplacement de la police en cas de besoin.

*Malversation est une faute grave, généralement inspirée par la cupidité, commise Dans l'exercice d'une charge, d'un mandat.

3- les différents types de la corruption¹⁹

La corruption est une pratique généralisée être partie sur toute la surface du globale. Elle existe –sous toute ses formes- dans tous les pays, mais avec des degrés différents. La corruption peut être classée suivant trois typologies.

La première typologie est celle qui différencie la corruption active avec la corruption passive (cette distinction est faite par rapport aux rôles des acteurs de la corruption). La deuxième distingue la grande corruption de la petite corruption. Enfin, la dernière distingue la corruption législative et politique de la corruption administrative (bureaucratique).

*La corruption passive est le fait de solliciter, d'agréer ou d'exiger directement ou indirectement, des offres, des dons, ou des avantages quelconques pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte relevant directement de sa fonction, de sa mission ou de son mandat ou un acte illégal par sa fonction, sa mission ou sa mandat.

*La corruption active est le fait de proposer, à tous moment, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons, ou des avantages quelconques pour obtenir d'une personne en charge d'une fonction, d'un mandat ou d'une mission, qu'elle accomplisse ou

¹⁹Le Petit Robert, Code pénal, Convention des Nations-Unies (2003):« Rapport sur le développement humain - Burkina Faso »

un acte de sa fonction, de sa mission ou de son mandat ou facilité par sa fonction, de sa mission ou de son mandat ou facilité par sa fonction, sa mission ou son mandat.

La corruption que soit active ou passive, est une fonction abusive des règles et procédures qui règlementent et encadrent les comportements économiques, politiques, culturels et sociaux de chaque individu. Elle donne des avantages indus à ses acteurs aux déterminants de la majorité. Elle est donc un facteur qui aggrave les inégalités sociales. Ceux qui n'empêchent pas les règles et procédures établies, c'est le fondement actif de la corruption qui est désavantagé et donc exclus des opportunités de participer aux processus de création des biens et services.

**la grande corruption* qui est manœuvré par des décideurs cadres moyens, cadres supérieurs, élites au pouvoir- changés de gérer ou de créer les règles et procédures du système de gouvernance. C'est le synonyme de la corruption au sommet de gouvernance ou des dirigeants. Alors, la grande corruption a très souvent un collier de diamants : « de gros intérêts sont enjeux », elle se situe à les échelles nationaux ou internataux dans les sphères du secteur public que dans celles des organisations de la société civile.

Au contraire, la corruption est dite petite lorsqu'elle est le fait d'exécutants souvent appelés petits fonctionnaires qui n'ont aucun pouvoir de décision. Elle a souvent pour support de petits pots-de-vin. Cependant, il n'y a pas de démarcations claires entre la grande et la petite corruption. Il existe de multiples combinaisons possibles.

Ainsi, certains actes de corruption sont achevés entre le grade et la petite corruption. Il peut arriver que la petite corruption soit à la base de la grande. Des réseaux pyramidaux se constituent au sein d'un même organisme, l'accumulation d'actes de corruption à la base donne naissance à une corruption à niveau élevé et certainement aussi la corruption au sommet suscite une initiation à la base. Dans ce cas, nous disons alors que la corruption devient systématique.

**corruption législative et politique:* cette typologie considère si les politiciens trahissent leurs électeurs en vendant leurs voix à des groupes de pression.

**corruption administrative (bureautique)* lorsque les fonctionnaires permettent en échange de pots-devin, à un particulier d'obtenir un marché ou d'assurer son immunité après avoir fraudé le fisc.

Quelque soit la manifestation de la corruption, il s'agit d'une atteinte à la moralisation de la vie publique, économique et sociale. C'est un dysfonctionnement des règles de base de l'éthique qui peut relever du secteur public de la société civile, et ceci tant à un niveau national qu'international. La corruption est alors un phénomène complexe et un problème grave aux perspectives de croissance d'un pays. L'exemple le plus concret, l'importation des biens de qualité inférieure pour le secteur de la santé et le secteur de l'éducation à savoir les biens d'équipements et les matériels sanitaire.

**la corruption avec vol et la corruption sans vol²⁰:*

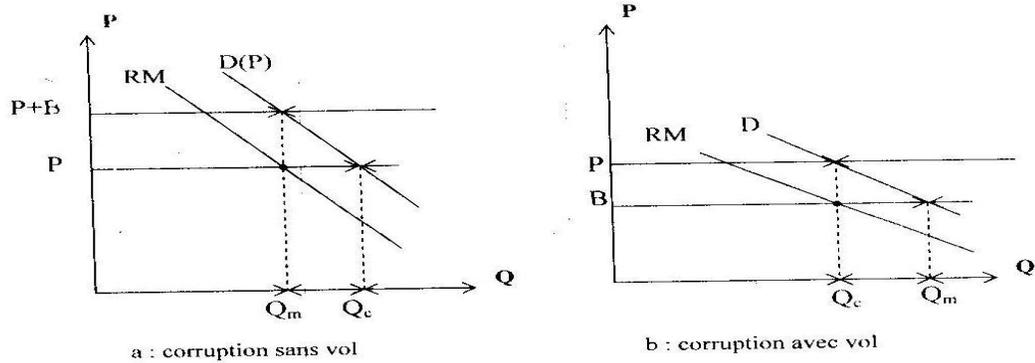
Shleifer et Vishney distinguent deux cas de corruption à savoir « *corruption avec vol* » et « *corruption sans vol* ». Pour décrire ces types de corruptions, les auteurs ont avancé d'importations, où le prix gouvernemental de ce bien est **P** et qu'il y a une courbe de demande **D(P)** de ce bien public de la part du secteur privé.

** Corruption sans vol :*Le fonctionnaire exige, dans ce cas, au « *dessous-de-table* » en plus du prix officiel tout en comptabilisant le paiement au gouvernement. Donc, le prix **P** est égal au *cout marginal* pour le fonctionnaire en fournissant ce bien.

** Corruption avec vol :*Le fonctionnaire cache la vente, dans ce cas, c'est-à-dire que ce fonctionnaire ne comptabilise pas le montant de la transaction dans le trésor public. Cette fois, le prix que paie l'acheteur est égal au *pot-de-vin seulement* alors le *cout marginal* de provision du bien public pour le fonctionnaire est zéro ($cm=0$).

²⁰Shleifer et Vishney(1993): « *corruption* » ; *Quarterly journal of Economics* 1993

Les figures (a) et (b) représentent les deux cas de corruption avec vol et sans vol²¹ :



Q_m : La quantité du bien public produite par le secteur public corrompu

Q_c : La quantité du bien public produite par le secteur public non corrompu

R_cM : Revenu marginal du fonctionnaire

Nous pouvons distinguer alors que la corruption avec vol est plus attractive pour l'agent privé, car dans le premier cas, la corruption « augmente le prix total » du bien tan dis que dans le second elle pourrait « le réduire ».

La faiblesse de modèle apparait dans le sens où un importateur peut avoir besoin de plusieurs licences fournies par plusieurs agents publiques différents, ce qui va augmenter le volume de corruption.

IV- DIMENSIONS INTERNATIONALES

Les dimensions internationales de la corruption recouvrent aussi bien l'usage de pratiques frauduleuses dans le cadre des transactions commerciales entre pays que les détournements de fonds accordés au titre de l'aide publique au développement.

Au sein de la commercialisation mondiale, la corruption peut aussi prendre la forme de pressions politiques pour l'achat de matériel ou l'attribution de marchés ou encore la manipulation de la formation des lois (*state capture*) pour en tirer profit. C'est à dire qu'il y a des grandes

²¹Shleifer et Vishny (1993) « corruption » *Quarterly Journal of Economics* "

entreprises internationales qui profitent de leurs pouvoirs et exercent des pressions sur des hommes politiques des pays pauvres pour exproprier la richesse de la population par une vente illégale des produits frappés et des matériels informatiques de choix inférieurs .

En effet, « *les compagnies internationales sont souvent impliquées dans des cas de corruption. Le recours à des pratiques infidèles dans le cadre des transactions internationales, en particulier les marchés de travaux publics, est une source majeure de grande corruption. Ces pratiques vont du vol et de la fraude, au paiement de pots-de-vin pour l'obtention de marchés ou d'informations, en passant par les paiements additionnels, la sous-facturation, la perception de commissions excessives et les paiements à des agents ou des intermédiaires. Elles peuvent aussi consister à gonfler artificiellement le montant d'un marché, à fournir des biens et équipements de qualité inférieure et à facturer des services non rendus*²² ».

Nous signalons aussi que la corruption peut encore exister dans le contexte de l'aide publique au développement. Le plus souvent, cette forme recouvre des irrégularités de gestion ou des détournements de fonds qui ne sont pas détectés en raison de l'absence de moyens de contrôle adaptés et du manque de respect des mesures visant à pousser la responsabilisation et la transparence. Elle peut aboutir à ce que des projets de développement soient mal exécutés, des fonds ou des produits n'atteignent pas ceux qui sont censés en bénéficier, et des services ne soient pas assurés.

En outre, « *dans certains cas, l'aide au développement a continué d'être fournie (pour des raisons politiques) même lorsqu'il était évident que les fonds étaient détournés ou mal gérés, et dans des cas extrêmes, l'aide internationale a permis à des dirigeants corrompus de rester au pouvoir bien après que leur légitimité eut pris fin*²³ ».

Les cas de corruption contaminant l'utilisation des fonds accordés au titre de l'aide au développement ont affaibli l'utilité de ces fonds, et contribué à réduire le courant en faveur de l'aide, que ce soit dans les pays donateurs ou dans les pays bénéficiaires. Ils ont, en plus, réduit la crédibilité de l'aide publique au développement économique.

²² Daniel Kaufman (2000) « *Seize the State, seize the day: state capture, corruption and influence in transition* » world bank WP n°3614.

²³ Rose Ackerman (1997a) : « *corruption and good governance* », UNDP.

SECTION 2 : APERÇU HISTORIQUE

Nous pouvons alors distinguer entre plusieurs approches de la corruption théoriques, portant essentiellement sur les caractéristiques et les structures de la gouvernance, et pratiques, portant surtout sur les causes réelles de la corruption.

I- LES APPROCHES DE LA CORRUPTION

Généralement et en insistant sur «*le besoin d'incitations appropriées et des peines instar*²⁴ », les économistes adoptent une approche différente. Ainsi, la plupart des économistes du temps usent la notion «*corruption*» comme «*l'utilisation de la fonction publique pour des gains privés*»²⁵. Cependant, dans cette analyse, nous porterons sur quelques approches à savoir «*l'approche par les structures de la gouvernance, l'approche économique, l'approche par les caractéristiques et l'approche par le système*»²⁶.

1- L'approche économique :

Le point de vue de deux écoles émerge, l'école du libéralisme économique et celle de l'institutionnalisme. Cette dernière, le pouvoir discrétionnaire très généralement mis à la disposition des agents publics est l'une des causes de la corruption.

Le "pot-de-vin" peut alors devenir l'élément déterminant pour le choix des bénéficiaires des services et des biens publics. Ce pouvoir discrétionnaire peut être couplé à des situations de monopole. Ces cas sont très fréquemment rencontrés dans le secteur des entreprises d'État gérant des rentes de situation.

2- L'approche par les structures de la gouvernance: Selon cette approche, la corruption se retrouve au cœur du dispositif institutionnel du cadre de la gouvernance et de l'interaction de ses acteurs. En effet, toute société humaine possède un cadre institutionnel articulé autour de trois pôles de pouvoir: la société civile, le secteur privé et le secteur public. Leur fonctionnement est régi par des règles et procédures de gestion des affaires publiques visant à la moralisation de la vie sociale et économique.

²⁴ Pour une étude des principaux problèmes économiques, voir Rose-Ackerman (1999) et Bardhan (1997).

²⁵ P. Bardhan (2003): " Revised version of talk delivered UEA. Paper earmarked for provisional " " Special Edition of World Development.

²⁶ Rapport sur le développement humain - Burkina Faso (2003) : "Corruption et développement humain" Problématique de la corruption et développement humain'

3- L'approche par les caractéristiques : Sa première caractéristique est son aspect frauduleux et illégal. La corruption se pratique toujours en dehors des règles et procédures connues ou utilise leurs limites inhérentes. La deuxième caractéristique de la corruption est d'aspect abusif « le pouvoir est abusé lorsqu'une personne accepte, sollicite ou exige un avantage particulier.

Le troisième caractère trait fondamental est son caractère secret. Le délit de corruption s'accomplit dans l'ombre, à l'abri des regards, de façon occulte.

Par ses différentes caractéristiques, la corruption se présente comme un fléau difficile à cerner (entourer) et à quantifier.

4- L'approche par le système : Le délit de corruption peut également être mise en Évidence à travers l'approche par le système. L'analyse conceptuelle de la corruption englobe différents éléments consécutifs à savoir les causes, délit de corruption, conséquences, objet de corruption, corrupteur, corrompu.

II- APERÇU THÉORIQUES

Dans cette section avise une simple révision des causes théoriques, et un très bref regard sur les plus récents résultats économétriques qui cherchent à déterminer les causes et les conséquences à l'échelle macroéconomique- sous forme d'une littérature importante.

1- Synthèse des causes de la corruption

Les études théoriques s'appuyant sur les causes de la corruption sont récentes. Les résultats de recherches disponibles mettent en place la recherche dans la corruption comme un signe de faiblesses institutionnelles. Par conséquent, nous signalons qu'il est intéressant de déterminer les causes de la corruption pour assurer le développement économique et des initiatives contre ce fléau « corruption ». En fait, Tanzi (1998), Mauro (1996), Gray et Kaufmann (1998) et la banque mondiale (2002) « ont classé les causes de la corruption en quatre catégories: institutionnelle, politique, sociale et économique ²⁷ ».

²⁷CHKIR Ali(2009): *Interaction entre corruption, capital humain et croissance économique dans les pays en développement (PED) : une analyse empirique* p-p 5-9

*Causes institutionnelles²⁸ : La corruption est plus forte dans les pays où le secteur Public est développé et où nous trouvons un excès de réglementation, d'impôts et de restrictions commerciales. Les économies monopolistiques favorisent la corruption du fait que les restrictions et les interventions de l'Etat finissent par créer des rentes et amplifient les conditions de corruption. Les sources de la corruption ont pour origine les diverses interventions du gouvernement dans l'économie, les restrictions commerciales (droits de douane et contingents à l'importation), les contrôles des prix, les taux de change multiples et les politiques industrielles discrétionnaires.

De même, la prise des décisions confidentielles par le gouvernement augmente les possibilités de la corruption, ainsi que l'accès des citoyens à l'information concernant l'activité du gouvernement permet de concevoir un environnement dans lequel il est difficile pour un fonctionnaire de proclamer des transactions interdites. L'absence ou le quasi inexistence de transparence des activités gouvernementales, est à la base de ce fléau. Aussi sans l'application sévère des codes criminels et administratifs, les fonctionnaires pensent qu'ils peuvent dévier les lois sans pour être poursuivis. C'est donc l'inefficacité de l'appareil judiciaire dans l'application et le respect de la loi dans un pays qui encourage la corruption.

Certainement, la faible institutionnalisation du pouvoir favorisant l'opacité de la gestion de l'action publique et le financement clôturé des groupes politiques, sont source d'inégalités entre eux. Sur ce point, il est à consigner qu'en dehors du financement public réalisé par le trésor public, le financement privé n'est pas réglementé. Le déséquilibre entre les pouvoirs constitutionnels, est en conséquence une des causes de la corruption. D'une façon globale, la marginalisation ou la faiblesse des institutions étatiques, du pouvoir judiciaire, de la société civile et des organisations non gouvernementales favorise largement la corruption.

*Causes politique²⁹ : La corruption peut être une fonction de la façon dont s'exerce le pouvoir politique. Ainsi les institutions politiques ont notamment une influence sur la corruption. La plupart des pays industriels possèdent un soubassement de valeurs démocratiques, de processus transparents établis, de médias actifs et indépendants. Ces traditions délimitent la

²⁸ Banque Mondiale réseau pour la lutte contre la pauvreté et la gestion économique (1997) «*Helping Countries Combat Corruption: The Role of the World Bank*» (Washington).

²⁹ Olivier de Sardan (1996) : «*L'économie morale de la corruption en Afrique*», *Politique Africaine*, n° 63, pp. 97-116.

corruption; en effet, les droits politiques (qu'incluent des élections démocratiques, une législature et les partis d'opposition) et les libertés individuelles (qui renferment la liberté de la presse, de réunion et d'expression) sont négativement corrélés avec la corruption. Alors que dans les pays en développement, les institutions gouvernementales sont plus faibles, la société civile est moins engagée et les processus politiques sont moins transparents.

Cependant, Kaufmann (1998) suggère que les preuves empiriques dérivant du monde entier affirment que l'insertion des femmes, qu'elle soit mesurée en terme de représentation parlementaire ou de droits sociaux, aide à renforcer cette capacité. De même, « *la décentralisation fiscale comme mesure de transfert des responsabilités peut inciter le contrôle de la corruption lorsque les circonstances s'y fournissent* »³⁰[Fisman et Gatti (2002)].

**Causes sociales*³¹: Lorsque les individus sont poussés par des positions et des

Pratiques sociales et personnelles, de groupe ou de tribu plutôt que par la règle de loi, ceci favorise la corruption. A ce niveau, l'intérêt personnel est plus important que l'intérêt général de la société, cela est si vrai que les fonctionnaires ne se préoccupent plus de l'intérêt public ni du respect des biens publics. En d'autre terme, la conscience professionnelle n'est pas l'objectif le mieux distribué et par suite les valeurs morales disparaissent.

En plus, la conception culturelle de la corruption n'est pas la même selon que l'on se trouve dans une société traditionnelle ou dans une société moderne. Dans un pays où la grande majorité de la population est analphabète, seuls ceux qui tiennent une culture juridique méprisante vont devant le juge administratif parce qu'ils prennent le sens et l'intérêt du contrôle juridictionnel.

En effet, dans les pays en développement le choc brutal de la modernité n'a pas suffi à enlever les solidarités traditionnelles qui continuent dans une certaine mesure à conduire les comportements. Les relations collectives qui se dégagent dans les communautés Africains traditionnelles, les sociétés en pleine transformation et obéissantes à un processus de modernisation accélérée, des solidarités et des mentalités qui en découlent, affectent directement le cadre dans lequel se déroulent les relations, c'est-à-dire la structure et le fonctionnement

³⁰Fisman, Raymond & Gatti, Roberta, (2002) "Decentralization and corruption: evidence across countries," *Journal of Public Economics, Elsevier*, vol. 83(3), p.325-345

³¹Mauro, Paolo (1998): "Corruption: causes, consequences and agenda for further research", *IMF/WorldBank, Finance and Development*, 35(1): 13

étatique. Néanmoins, pour mieux comprendre les causes de la corruption, il ne faut pas négliger l'aspect historique, social, politique et économique de chaque société.

**Causes économiques³²*: La corruption est couramment retracée comme étant un Crimeéconomique. Les plus importantes pratiques de la corruption se perçoivent dans des économies à faible niveau de croissance. En effet, les bas salaires, le faible pouvoir d'achat des fonctionnaires, les moyens de travail limités, sont à la base des pratiques corruptives. Même si ces situations économiques ardues ne sont pas à l'origine de la corruption, nous pouvons admettre qu'elles participent à son accroissement dans les pays en développement. Ainsi, l'agent public perçoit la corruption comme méthode de révision pour une injustice dont il s'estime victime. Pour l'agent public, c'est la faiblesse de son salaire en le comparant aux salaires versés par le secteur privé, les projets, les coopérations étrangers ou les organisations internationales qui justifient les rétributions irrégulières et autres compléments de salaire informels.

Nous pouvons alors ajouter que les niveaux de développement ont un impact sur les formes et les secteurs dans lesquels la corruption est la plus fréquente. La petite corruption est notamment présente dans les pays développés, du fait que les revenus élevés offrent à la corruption la possibilité de se produire à grande échelle. La corruption est aussi plus favorable dans des pays où les gouvernements contrôlent des entités économiques monopolistiques, proposant ainsi aux fonctionnaires des opportunités d'encourager leurs propres intérêts.

De même, les pays qui défendent beaucoup leurs économies peuvent être confrontés à une corruption interne, mais aussi de sociétés multinationales. Les barrières tarifaires et autres mesures de protection semblables incitent des intérêts privés à proposer des « pots-de-vin » aux agents publics. De ce fait, « *le niveau de la corruption et les différents indicateurs d'une économie de marché sont négativement corrélés* [Henderson et al (1999)]. Aussi, Gerring et Thacker (2005) *ont suggéré l'existence d'une relation négative entre la concurrence et la corruption³³* ».

Ce fléau peut être conçu aussi comme bonne manière qui relèverait de la politesse et de la gentillesse. En d'autre terme, la contrepartie monétaire de la transaction est approprié à un

³²U Myint (2000) : « *corruption: causes, consequences and cures* » *Asia-Pacific Development Journal*, Vol. 7, No. 2

³³Gerring, J. and S. Thacker, (2005), "Do neoliberal policies deter political corruption?", *International Organization*, 59, 233-54.

cadeau, aspect sociale par excellence du savoir vivre. De même, la recherche de l'enrichissement rapide est un intérêt de la corruption. Ainsi le fait de jouir d'une importante fonction dans un service public est conçu comme une circonstance dont il faut profiter au maximum et le plus rapidement que possible.

Si les causes de la corruption sont nombreuses et différentes d'un pays à l'autre, les conséquences de l'extension de ces pratiques sont aussi diverses.

2- Les conséquences de la corruption

Mauro (1997) a suggéré que la corruption diminue le taux de croissance des pays. « *Les principaux exemples représentant l'affectation de la croissance économique par la corruption sont la mauvaise utilisation ou la sous- utilisation des parties importantes de la société tels que les femmes* » [Murphy et al (1991)], « *le faible niveau des investissements domestiques et étrangers* » [Mauro (1997); Wei (1997)], « *l'apparition d'une économie non officielle à cause du développement faussée des entreprises* » [Johnson et al (1998)], « *distorsion des dépenses et des investissements publics et détérioration de l'infrastructure physique*³⁴ » [Tanzi et Davoodi (1997)]. « *La consolidation des lois et de la police par certaines sociétés avantagées limite aussi la croissance de la production et les investissements du secteur privé* » [Helman et al (2000a)].

**La réduction du niveau des investissements* : La corruption contribue à détruire la

Croissance, du fait qu'elle diminue les encouragements à l'investissement surtout domestique et étranger. Or, Wei (1997), « *à travers les investissements directs étrangers bilatéraux au début des années 1990 de quatorze pays sources vers quarante et un pays hôtes, a montré que la corruption décourage l'investissement, étant donné que les entrepreneurs locaux et étrangers sont forcés de verser des « pots-de-vin » avant de pouvoir commencer leurs activités sur le marché et installer leurs entreprises*³⁵ ». Mauro (1996), dans ce cas, montre que la corruption réduit la croissance économique à travers la diminution de l'investissement privé qui représente un tiers des effets négatifs globaux de la corruption. Pour diminuer l'ampleur de ce phénomène, plusieurs pays miné par la corruption, proposent des mesures d'allégement fiscal pour séduire les multinationales et encourager les investisseurs étrangers sans demander des incitations fiscales.

³⁴Tanzi V. and Davoodi Hamid, (1997): "Corruption, Public Investment and Growth" IMF Working Paper, WP/97/139

³⁵Wei, S.J. (1997): "How Taxing is Corruption on International Investors?" Working Paper 6030. Cambridge: National Bureau of Economic Research

**Modification de la structure des dépenses publiques* : Klitgard (1988) et Rose

Ackerman (1989) « *ense penchant sur l'étude de l'économie de la corruption ont mis l'accent sur la relation entre la corruption et l'affectation des fonds publics* ». De leur côté Tanzi et Davoodi (1997) « *ont estimé que la corruption favorise les investissements improductifs, puisqu'elle a erroné la composition des dépenses publiques en les déviant à l'acquisition de matériel qui diminue la productivité des investissements publics surtout par l'abaissement de la qualité des infrastructures et des services publics, l'accroissement du coût des biens et services ce qui conduit à une détérioration de la qualité de tout service et de toute production sous contrôle de l'Etat*».

Dans un régime corrompu, les individus se procurent à la recherche de rentes plutôt qu'à des activités productives en modifiant l'organisation des dépenses publiques.

Par ailleurs, « *la corruption détourne les dépenses publiques des programmes sociaux avec pour résultat la négligence des services d'éducation, de santé et sociaux. L'impact est encore plus sérieux parmi les groupes marginalisés, les femmes et les enfants. Gupta et al (2000) ont prouvé aussi que la corruption réduit la part des dépenses d'éducation et de santé dans le PIB et qu'elle accroît celle des dépenses militaires*³⁶ »

**Inégalités et pauvreté*³⁷ : La corruption maintient et entraîne des effets immenses sur Lapauvreté; en fait, elle assure la mise en place d'une politique qui fausse la distribution du revenu et détourne les ressources. En outre, « *les pauvres n'ont plus qu'un accès limité aux services sociaux tels que la santé et l'éducation qui est expliqué par la présence d'un taux de mortalité infantile et d'un taux d'alphabétisation trop élevés et par une espérance de vie plus faible* » [Kaufman et al (1999b)]. En plus, dans le cadre des projets d'aide aux pauvres, cette corruption fausse les investissements d'infrastructure, du fait de la déviation vers les petites entreprises de micro-finance pour lutter contre la pauvreté.

De leur part, Gupta et al (1998) ont affirmé que la corruption aboutit à l'accroissement des inégalités et de la pauvreté par des instruments tels que la réduction de la croissance, des impôts

³⁶Gupta, S.; Davoodi, H.; and Tiongson, E. (2000) "Corruption and the Provision of Health Care and Education Services." IMF Working Paper No. 116. Washington: International Monetary Fund.

³⁷Allaoui Zohra & Chkir Ali (2009) : « *Interaction entre corruption, capital humain et croissance économique* » p 8

dégressifs, une éléction moins efficace des objectifs des programmes sociaux, un accès disparate à l'éducation, des politiques favorisant la répartition injuste des actifs, une diminution des dépenses sociales et une augmentation des risques lourds sur les pauvres.

*a- Influence sur le commerce*³⁸: Huntington (1968), Leff (1964) et Liu (1985) ont

Signalé un argument différent qui consiste à avancer que les « pots-de-vin » peuvent jouer un rôle positif sur la promotion du développement des entreprises. Par contre, Kaufmann et Wei (1999) ont suggéré que les entreprises qui versent beaucoup de « pots-de-vin » perdent plus de temps avec les bureaucrates que celles qui ne pratiquent pas la corruption. En effet, une entreprise versant des « pots-de-vin » à une administration par exemple pour obtenir des autorisations, ne tire pas obligatoirement un gain. Au contraire, la corruption administrative en Ouganda réduit la propension des entreprises à investir et à croître [Fisman et Svensson, 1999]. Hellman et al (2000a)³⁹ ont établi que la croissance et le taux d'investissement des entreprises sont plus faibles dans les économies en transition pratiquant une grande corruption .

En outre, une enquête faite sur les économies en transition pour saisir la relation entre l'influence politique, les performances des entreprises et la grande corruption (spécialement l'accaparement de l'Etat), a montré que ces entreprises qui monopolisent l'Etat autrement dit en achetant des lois, des décrets présidentiels et l'influence des banques centrales, ont attiré des profits de court terme. Cependant, ces actions ont procréé des effets néfastes sur le développement du reste du secteur privé en lui pesant un coût indirect important.

Enfin, et malgré ces effets pervers, certains pensent que la corruption n'est pas vraiment un « problème » puisqu'elle produit des avantages économiques et permet de prévenir l'inefficacité de la bureaucratie. Mais, abordant cette question sous différents endroits, plusieurs institutions internationales se préoccupent de mettre en place des politiques et des stratégies anticorruption afin d'éliminer la corruption ou au moins de réduire leur coût exponentiel.

Connaître la nature de la relation entre corruption et croissance économique permet de mieux cibler les politiques économiques pour une option résolue dans la marche vers le développement durable.

³⁸Allaoui Zohra & Chkir Ali (2009) : « Interaction entre corruption, capital humain et croissance économique » p9

³⁹Hellman P, Andersson M, Rastad J, Juhlin C, Karacagil S, Eriksson B, et al.

III- APERÇU EMPIRIQUE

Parmi les causes réelles, nous citons alors absence de toute politique anti-corruption préventive, la faiblesse des institutions, etc...ce qui influe sur la qualité et la maturité des établissements et surtout sur le degré de crédibilité des responsables sur le marché. La conséquence de ces causes met en lumière certaines mesures corruption.

1- Les causes réelles

Généralement, l'analyse de corruption se concentre sur l'activité du gouvernement. Elle peut même être associée à des traditions culturelles.

**Les Institutions Publiques:* les fonctionnaires à forte autorité ayant peu de comptes à rendre, responsables officiels attirés par des rémunérations coupables et ayant des salaires faibles, facteurs culturels ayant trait au mode de contrôle dans l'administration ou à la croyance au « droit aux bénéfices » des responsables administratifs.

En outre, Brunetti et Weder (1998b) montrent que «*la liberté de presse*» peut réduire le niveau de la corruption⁴⁰ toute en régressant plusieurs mesures de corruption sur les indicateurs de la «*liberté de presse*».

Les différents indicateurs de «*la liberté de presse*» utilisés par les auteurs sont publiés par «*freedom House*»⁴¹ qui sont alors :-Les lois et réglementations qui influencent le contenu des médias.

-L'influence politique à travers le contenu des médias.

-Les actes répressifs.

- L'influence économique à travers le contenu des médias

**Le Système de recrutement dans la fonction publique:* «*L'effet du système de recrutement dans la fonction publique sur le niveau de la corruption, a été étudié par Evans et Rauch (1996) dans 35 pays développés*⁴²».

Les auteurs trouvent que, lorsque les fonctionnaires publics sont recrutés par ordre de mérite, ceci peut réduire le niveau de la corruption dans ces pays.

Par ailleurs. Rijkheghem et Weder (1997) examinent la relation existante entre «*le niveau des salaires dans la fonction publique et le degré de la corruption dans un ensemble de*

⁴⁰Brunetti et Weder (1998b) «*A Free Press is Bad News for Corruption*». Background Paper for the World Development report; the World Bank

⁴¹Freedom House est un organisme international qui classe les différents pays selon la nature des régimes politiques.

⁴²Evans et Rauch (1996); «*Bureaucratic Structures and economic performances in less development countries*», Mimeo UC San Diego.

28 pays développés⁴³ ». Les auteurs trouvent un effet négatif significatif entre le niveau des salaires de la fonction publique et le degré de la corruption. Ainsi, selon les auteurs, lorsqu'on double le niveau du salaire public, l'indice de perception de la corruption de *TransparencyInternational* peut être amélioré par deux points.

Les salaires des fonctionnaires publics, s'ils sont plus faibles que les salaires du secteur privé, peuvent donner lieu à la petite corruption. En effet, lorsque les rémunérations dans la fonction publique sont trop faibles, les fonctionnaires seront obligés d'accepter des pots-de vin afin d'améliorer leurs salaires. Ce phénomène s'accroît, surtout, lorsque le système de sanction (Licenciement, mise à pied....) est un peu élevé.

En outre, lors de l'élaboration de son rapport annuel sur le développement dans le monde (1997), la Banque Mondiale a examiné l'effet de l'efficacité du système judiciaire sur le degré de la corruption.

2- Structure du marché et établissements publiques de corruption

Les actes de corruption ne débouchent pas sur un même niveau de corruption. Ces différences peuvent s'expliquer selon deux mécanismes. Le premier montre comment il existe pour un état du marché de la corruption des équilibres multiples. Le second explique comment les dispositions d'action et les moyens mobilisables par les agents ne sont pas identiques et déterminent un rapport de force qui aura des conséquences sur la variation du niveau de corruption ou sur le montant des pots-de-vin.

« Les modèles à équilibres multiples font l'hypothèse que le gain espéré d'un agent dépend du nombre d'autres agents qu'il pense être corrompu. La corruption représente un exemple de ce que les théoriciens appellent les équilibres dépendant de la fréquence⁴⁴ ».

« L'augmentation du nombre de fonctionnaires corrompus réduit le coût d'entrée sur le marché de la corruption. Des nouveaux entrants mènent à une contagion de l'ensemble de l'administration⁴⁵ ».

⁴³Rijkeghem et Weder (1997) : "Corruption and the rate of temptation: do low wage in civil services cause corruption?" IMF Workingpaper n°73.

⁴⁴Jean Cartier-Bresson (1998) : « les analyses économiques des causes et des conséquences de la corruption : quelques enseignements pour les PED », *Monde en développement*, Tome 26.

⁴⁵Andvig J.C (1991), "The economics of corruption: a survey" *Study Economics*, avec Moene K, "How corruption may corrupt", *Journal of Economic Behavior and Organization*, pp63-76.

**Manque de maturité des institutions* : Nous pouvons parfois expliquer le phénomène Decorruption dans certains pays par le manque de sauvegardes institutionnelles susceptibles de protéger leur économie. En absence d'un cadre de référence pour la bonne conduite des affaires publiques et la primauté de droit, ainsi que le manque des droits de propriété qui sont en mieux au cours d'institutionnalisation, et laissent la porte ouverte aux abus, et devant la multiplication des procédures administratives parfois contraignantes et complexes, la réglementation inadéquate des banques, le caractère peu judicieux des décisions prises en matière d'investissement, l'évaluation douteuse des risques, l'opacité des méthodes comptables et manque de transparence ; on reproche aux P.V.D de voir s'épanouir un capitalisme aux forts relents de népotisme et corruption.

**Absence de la Crédibilité* : Le problème de crédibilité dépend de la volonté de se préposer dans des réformes, le plus draconiennes et la capacité de se joindre à ces buts; du fait de l'incertitude qui pourrait suivre telles réformes, spécifiquement la lutte contre la corruption dans nombreux pays et encore de l'opposition contre toute réforme de la part des bénéficiaires qui vont même la considérer avec la déterminisme comme partie intégrante de leur savoir.

3- Les différentes mesures de la corruption

La corruption est une variable qualitative, c'est très difficile à mesurer à cause de sa nature. Cette difficulté empêche de donner la classification précise des pays suivant leur degré relatif de corruption. L'approche de la banque mondiale lors de l'élaboration de leurs indices de prédictibilité de la corruption et le rapport sur le développement dans le monde 1997 a utilisé le terme (COREXT) et (IPC) est l'indice de perception de corruption utilisé par « *Transparency International* » et autres organisations ont utilisé des indices de corruption.

**L'Indice de Perception de la corruption de la Transparence Internationale :*

Depuis 1995, l'organisation non gouvernementale « *Transparency International* ⁴⁶ » utilise (IPC) qui varie entre 0 (plus corrompus) et 10 (très honnêtes).L'IPC qui définit la corruption comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement concentre son attention sur la corruption dans le secteur public.

⁴⁶<http://transparency.org>

Le tableau 2 : Quelques des Indices de corruption base «1998» dans certains pays

<u>Pays</u>	<u>Tendances</u>	<u>Données</u>
<u>Égypte</u>	<u>1998-2006</u>	<u>2,9</u>
<u>Israël</u>	<u>1998-2006</u>	<u>7,1</u>
<u>Jordanie</u>	<u>1998-2006</u>	<u>4,7</u>
<u>Maroc</u>	<u>1998-2006</u>	<u>3,7</u>
<u>Tunisie</u>	<u>1998-2006</u>	<u>5</u>
<u>Turquie</u>	<u>1998-2006</u>	<u>3,4</u>
<u>Syrie</u>	<u>1998-2006</u>	<u>5,4</u>

Source: « Transparency International »

*L'Indice de Perception de la corruption de la Business International :

Business International (BI) est une organisation internationale commerciale qui produit plusieurs indices institutionnels. L'indice (BI) indique le degré au quel les transactions commerciales impliquent la corruption et les paiements douteux, il se base sur l'évolution des experts et non sur les enquêtes. Le BI adopte la même méthodologie utilisée par la TI dans les classements des pays.

*L'indice de Politiqua Risk Services

Depuis 1982, le groupe « International Country Risk Guide »(ICRG), a publié le classement pour 140 pays selon leur niveau estimé du risque politique, économique et financier en basant sur l'évolution des experts. L'ICRG indique que les hauts fonctionnaires gouvernementaux exigent des paiements illégaux sous formes des pots-de-vin surtout dans le secteur public.

L'indice de Politiqua Risk Services (ICRG) est compris entre 0 (plus corrompus) et 6 (moins corrompus).

Au totale, Selon Transparency International, « la corruption consiste en l'abus d'un pouvoir reçu en délégation à des fins privées ». Cette définition permet d'isoler trois éléments constitutifs de la corruption :

- l'abus de pouvoir ;
- un pouvoir que l'on a reçu en délégation (qui peut donc émaner du secteur privé comme du secteur public).

Transparency International utilise parfois cette définition : « abus de pouvoir à finalité d'enrichissement personnel ».

IV- LE COÛT DE LA RECHERCHE DE LA RENTE

L'Etat acteur principal du secteur public est donc placé au centre de l'analyse et l'accent est mis sur l'efficacité économique de l'intervention publique.

En fait, le paradigme de recherche de rente s'est fondé sur une sorte de loi selon laquelle il y aura des agents qui déposeront des ressources pour tenter de la capter. C'est « *la rente potentielle ou effective, si l'on restreint l'analyse au cas des rentes nées de choix publics, l'ampleur de la recherche de rente doit être positivement corrélée au degré d'intervention de l'Etat dans l'économie*⁴⁷ ». Ces dépenses de recherche de rente ont une valeur sociale négative dans le sens où elles constituent un gaspillage de point de vue social puisqu'elles induisent nécessairement une perte des ressources disponibles. Alors, « *elles sont forcément nuisibles à la croissance (ce sont les dépenses*⁴⁸ ». En plus, l'intervention publique donne l'occasion de capter des transferts de richesses collectives. Nous pouvons alors distinguer deux niveaux de recherche de rente en «amont» et en «aval» de la décision publique.

1- La recherche de rente

**La recherche de rente «en amont»:* que nous qualifierons de recherche de la Renteprimaire vise à faire de telle sorte qu'une mesure particulière, qui a des conséquences redistributives favorables, soit prise.

L'exemple type de recherche de rente primaire est celui d'une entreprise qui fait pression sur les pouvoirs publics de manière à avoir un droit de monopole pour sa production. (L'instauration de quota d'importation ou de taxes douanières relève d'une recherche de rente primaire).

**La recherche de rente en «aval» dite aussi secondaire* consiste à essayer d'être parmi les bénéficiaires d'une action publique donnée. L'exemple type de recherche de rente induite par l'existence de quota d'importation étudié par Krueger (1974) montre que « *la détention d'une d'importation donne droit licence à une partie de la rente totale générée par le contingentement* ». « *Le versement de pot-de-vin aux fonctionnaires chargés d'attribuer les licences peut être un moyen de capter les rentes correspondantes*⁴⁹ ».

⁴⁷ P.Vornetti (1998): « *Rente seeking, Economie efficiency, Political stability* » the word développement Tom 26N°102

⁴⁸ Shleifer et Vishney (1993): « *Why in rent-seeking so costly to growth* » AEA papers and proceeding vol 83 n°2 mai 1993

⁴⁹ Krueger. Anne (1974) « *the political economy of the rent-seeking society* », American economic review.

**L'économie de la corruption⁵⁰ : « Dans une étude de 1995 sur les données relatives aux risques d'investissement et de crédit portant sur 52 pays, Alberto Ades et Rafael Di Tella ont découvert que si le revenu par habitant s'accroissait de 4 400 dollars, le classement d'un pays s'améliorerait de deux points par rapport à un indice de corruption (0 pour un pays totalement corrompu, 10 pour un pays parfaitement intègre). Une plus forte exposition à la concurrence entraînerait aussi une amélioration de ce classement. Ces conclusions montrent non seulement les liens entre le sous-développement et la corruption, mais elles mettent en évidence la dimension économique de la corruption⁵¹ ». Pour la plupart des économistes, la corruption plonge ses racines dans la délégation de pouvoir. C'est l'usage discrétionnaire du pouvoir et la position souvent monopolistique dont jouissent certains agents publics lorsqu'ils passent des marchés qui rendent possible la corruption. Les incitations à la corruption et ses occasions dépendent de la taille des rentes ou du profit personnel que les agents publics peuvent tirer de l'attribution de ces marchés. La corruption se produit donc là où convergent les intérêts politiques, bureaucratiques et économiques. Nous parlons de « corruption législative » lorsque les politiciens trahissent leurs électeurs en vendant leurs votes à des groupes de pression et de « corruption administrative⁵² » lorsque des fonctionnaires acceptent des pots-de-vin pour permettre à quelqu'un d'emporter un marché ou de s'assurer l'immunité après avoir fraudé le fisc. En fait, les occasions d'infractions existent à tous les niveaux, de la grande corruption chez les hauts fonctionnaires à la petite corruption tout en bas de l'échelle.*

A l'instar de n'importe quel marché, la corruption se fonde sur un contrat passé entre différents intérêts. Entreprises, groupes de pression et citoyens essaient de maximiser leurs gains en versant des pots-de-vin, tandis que des agents publics tentent de maximiser leurs revenus illégaux et les politiciens leur pouvoir et leur fortune. Ceux qui versent les pots-de-vin peuvent chercher à éviter ou à réduire des coûts en diminuant illégalement l'impôt dû, en appliquant de

⁵⁰ Jean Cartier-Bresson 1997 "Quelques propositions pour une analyse comparative de la corruption en Europe de l'Ouest", *Revue Internationale de Politiques Comparées*, v.4, n°2

⁵¹ Alberto Ades et Rafael Di Tella (1999): " Rents, Competition, and Corruption". *The American Economic Review*, Volume 89, Issue 4

⁵² Gerald E. Caiden and Naomi J. Caiden (1977): " Administrative Corruption " *Public Administration Review* Vol. 37, No. 3 (May - Jun.), pp. 301-309

façon laxiste la réglementation, en sous-estimant le loyer d'un logement social ou en renonçant à des poursuites pénales. Les multinationales peuvent payer des pots-de-vin justes pour passer devant tout le monde en cas de liste d'attente et obtenir plus vite un local ou une ligne téléphonique. Même l'obtention d'une bourse d'étude suppose souvent un pot-de-vin. Quant aux corrupteurs, ils peuvent eux aussi se voir contraints de payer. C'est ce qu'on appelle de l'extorsion de fonds.

Nous constatons que les primes incitatives, les pots-de-vin et le trafic de fonds sont rares dans les pays développés, mais fréquents dans les pays en développement. Bien entendu, les pays développés ne sont pas épargnés par la corruption. Le financement douteux des partis politiques en est un exemple ; de même, avant que la Convention de l'OCDE ne voie le jour, *« les multinationales avaient plus de facilité qu'aujourd'hui à recevoir de l'Etat des subventions à l'exportation. Mais tant que les pays développés respectent les droits de propriété, ont des institutions matures et rémunèrent bien leurs fonctionnaires, nous ne pouvons guère dire qu'ils souffrent de corruption systémique. L'offre est suffisamment abondante pour supprimer l'incitation à passer devant tout le monde. En outre, les contrôles dont fait l'objet la gestion des affaires publiques rendent très difficile la pratique de la corruption la corruption dans la plupart des pays de l'OCDE⁵³ »*. La situation n'est plus différente dans beaucoup de pays en développement où la faiblesse de l'administration publique est endémique et les droits régulièrement bafoués. Les droits de propriété sont au mieux en cours d'institutionnalisation et laissent la porte ouverte aux abus, au moins pour quelque temps. *« Les jeunes démocraties ont souvent du mal à se libérer du clientélisme, du patrimonialisme ou du corporatisme qui affligent les régimes non démocratiques. Des pots-de-vin continuent d'être encaissés, souvent pour venir grossir les poches des élites et acheter un soutien politique. Le rattrapage économique peut conduire à la corruption. S'il y a des ressources naturelles à exploiter, comme au Mexique et au Nigeria après la découverte de pétrole, il est probable qu'elles seront vendues à des prix supérieurs aux prix du marché parce que des pots-de-vin accompagneront généralement la vente de concessions⁵⁴ »*.

⁵³ Cartier-Bresson, J. (1997) : "Quelques propositions pour une analyse comparative de la corruption en Europe de l'Ouest", *Revue Internationale de Politiques Comparées*, v.4, n°2

⁵⁴ Cartier-Bresson, J. (1997) : "Quelques propositions pour une analyse comparative de la corruption en Europe de l'Ouest", *Revue Internationale de Politiques Comparées*, v.4, n°2

2- Prédominance de monopoles

Corruption a été définie comme l'abus du pouvoir conféré par une fonction publique à des fins d'enrichissement. Mais, le terme « abus » peut s'élargir à différentes interprétations. La section précédente invoque les règles, établies par un principal, qui sont faussées par un agent motivé par la recherche de son propre intérêt.

Cette approche, ne fonctionne plus si le principal lui-même se comporte de manière à promouvoir son propre intérêt en s'associant avec d'autres parties privées. Nous se plaçons, donc, à un niveau plus haut dans la hiérarchie pour voir comment le principal (gouvernement), par son pouvoir, pourrait intervenir dans l'économie pour privilégier les intérêts des parties privées qu'ils paieraient pour ses services ? Et si ce comportement intentionnel ou non ?

Au total, la recherche de la rente forme un passage assez important, dans l'administration publique, pour créer la richesse avec la distorsion économique et en dépassant quelques lois pratiques législatifs. Alors, la faiblesse réelle de l'administration et la progression de l'utilisation des pots-de-vin entre les différents agents économiques surtout entre un fonctionnaire public et d'autres agents privés.

La mutation des déterminants de la corruption, dans ce cas, peut nous conduire à distinguer entre les déterminants micro-économiques et les déterminants macro-économiques qui seront l'objet de la section suivante.

SECTION 3 : DETERMINANTS DE LA CORRUPTION

L'étude des déterminants de la corruption, dans le cadre de cette section, est principalement basé sur une analyse microéconomique et aussi sur une 'analyse macroéconomique pour expliquer la corruption dans l'environnement international.

I- MICRO ÉVIDENCE:⁵⁵ DÉTERMINANTS MICROÉCONOMIQUE

Nous nous sommes intéressés aux déterminants micro-économiques de la perception de la corruption. L'étude micro-économique se focalise sur les pratiques de la corruption telles que vécues par les populations elles-mêmes puisque les caractéristiques individuelles telles que l'âge, le sexe affectent la perception que les individus se font de la corruption. Il en est de même des facteurs sociaux et politiques.

1- Situation micro-économique du problème :

Les études de base de fondement microéconomique, cherchent à comprendre les incitations « *des individus* » à se livrer à des comportements de prédation. Précisément, « *la littérature est basée sur la théorie des incitations et de l'agence*⁵⁶ » (Amundsen et al. 2000)

En outre, « *l'étude microéconomique permet d'approfondir l'analyse des déterminants de la corruption que l'étude macroéconomique ne peut enfermer*⁵⁷ » (Gatti, Paternostro, 2003).

L'étude microéconomique cherche à comprendre comment les caractéristiques des individus conduisent à se livrer à des actes de corruption, conditionnelles aux contraintes existantes. Toutefois, cette analyse se fonde sur la perception que les individus se font de la corruption qui est très difficile à évaluer de manière objective. La perception des actes de corruption peut influencer de façon considérable sur le niveau de la corruption. De fortes perceptions de la corruption peuvent amener les individus, dans leurs relations avec le fonctionnaire public, à payer davantage de « *pots de vin* ».

La décision de payer un « *pot-de-vin* » est en relation positive avec le niveau perçu de la corruption. Cette perception dépend de l'information générale, de l'expérience des agents, des

⁵⁵ Gbewopo Attila (2006) : « Déterminants microéconomiques de la perception de la corruption »

⁵⁶ Gbewopo Attila (2007) : « Corruption, fiscalité et croissance économique dans les pays en développement » p.18-29

⁵⁷ Gbewopo Attila (2007) : « Corruption, fiscalité et croissance économique dans les pays en développement » p.19-30

institutions de droit, etc...« Elle est également sujette à l'appréciation que les individus se font de la gestion et de la fourniture des biens et services publics⁵⁸ » (Transparency International, 2003).Après une analyse de la décision de corruption, nous examinons les facteurs individuels qui affectent la perception de la corruption.

2- *Eléments de théorie : Perceptions of corruption*⁵⁹

Dans son apport théorique Gbewopo Attila(2006) a confirmé la tradition individuelle de payer le pot de vin pour les fonctionnaires publiques dans certains pays.

« La croyance et de la perception confirment le rôle important dans l'explication de processus économiques. L'importance des prospectives (Krugman, 1990) s'est révélée dans les décisions de participation des agents dans des activités économiques données.

En effet, les profits avancés par les agents dans un secteur d'activités donné dépendent du nombre d'individus présents dans ce secteur. Alors, nous ferons l'hypothèse que les actes de corruption sont des activités économiques.

Dans ce sens, la perception des actes de corruption peut influencer de façon considérable le niveau de la corruption. Dans leurs relations avec le fonctionnaire public, les fortes perceptions de la corruption ont amené les individus à payer plus de pot-de-vin. La décision à payer le pot-de-vin est une relation positive du niveau perçu de la corruption. Cette perception dépend crucialement de l'information générale, de l'expérience des agents, des institutions de droit, etc. elle est également sujette à l'appréhension que les individus se font de la gestion et de la fourniture des biens et services public. Il ya alors une part de subjectivité qui apparaît dans l'évaluation de cette perception: il peut apparaître des écarts entre le niveau réel et le niveau perçu de la corruption. En d'autres termes, perception et niveau de corruption peuvent différer au regard de certains éléments ».

La relation entre les différents agents publics (fonctionnaire, établissement et les participants aux activités économique peut agir même sur les décisions de l'offre et de demande. Cette variation de décision varie essentiellement selon les bénéfices et coûts des actes de corruption. Le fonctionnaire public demande le pot de vin lorsque son gain espéré des actes de corruption compense tout au moins les coûts.

⁵⁸Transparency International, 2003

⁵⁹Gbewopo Attila(2006) :Thèsecorruption, fiscalité et croissance économique dans les pays en développement »p-p19-30

II- COMPOTEMENTS DES ACTEURS ÉCONOMIQUES:APPROCHE PRINCIPAL-AGENT⁶⁰

Les caractéristiques individuelles de l'individu changent selon les fluctuations conjoncturelles (les circonstances existantes) et selon les sources fondamentales qui agissent sur les décisions des agents économiques (Čábelková, 2001).

Dans ce cas, l'asymétrie d'informations (étude de comportements des agents économiques) décèle certaines catégories agissant sur les préférences des acteurs économiques à savoir les médias, L'emploi et la richesse.

« Les recherches micro-économiques sur les causes de la corruption s'appuient sur les apports de l'économie de l'information et des modèles d'agence⁶¹ ».

Il existe une approche un peu différente qu'est liée au comportement de l'agent public, et qui s'analyse des interactions plutôt d'une catégorie d'actions relevant intrinsèquement de la corruption ; elle consiste à faire appel au cadre principal-agent-client.

1- Difficultés de relation d'agence

Une approche où la création des règles est considérée être endogène au modèle, est offerte par l'approche –principal-agent-client. Alors que le modèle est initialement développé pour une relation contractuelle entre des parties : par exemple le manager et les actionnaires.

Il a été également utilisé pour un modèle de bureaucratie et institutions publiques. Son application pour l'investigation sur la corruption, remonte à [Rose-Ackerman1978] qui a exposé une esquisse théorique générale de problème servant de référence pour d'autres économistes à l'instigation de [Klitggard1988].

Nous signalons alors qu'il existe plusieurs formes principales d'interactions entre ces trois personnages, mais pour (Klitggard1988)« *l'approche–principal-agent-client définit la corruption en fonction de la divergence entre les intérêts du principal ou ceux du public d'une part, et ceux de l'agent ou de fonctionnaires d'autre part* ».

En outre, l'économie de l'information et de l'aléa moral (*théorie d'agence*) étudie les possibilités de comportements déviants sur les marchés et dans les administrations. Ces recherches analysent dans un second temps les mesures permettant de réduire ces comportements

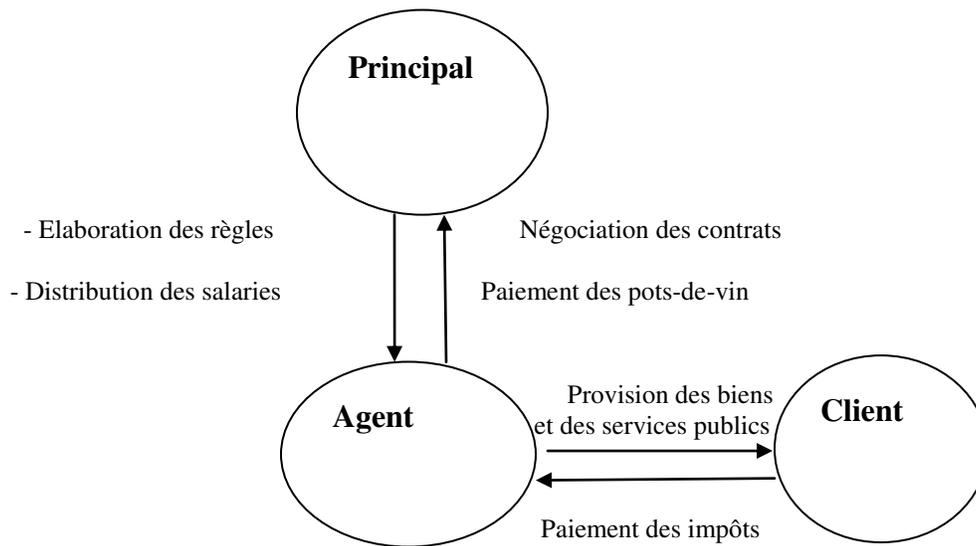
⁶⁰ Clara Delavallade (2007) : « Corruption publique :facteurs institutionnels et effets sur les dépenses publiques »p-87-89

⁶¹Le modèle principal-agent constitue une composante essentielle de la théorie des contrats qui décrit une situation où deux individus ont intérêt à collaborer entre eux.

déviants à moindre coût⁶². L'acte de corruption implique souvent deux agents qui négocient un certain accord dans une structure institutionnelle bien définie pour réaliser une transaction quelconque.

La possibilité du phénomène tient alors aux divergences d'intérêts qui existent entre les mandataires et leurs mandants et au fait que l'asymétrie d'information en faveur des mandataires leur laisse une forte marge de manœuvre discrétionnaire dans leurs comportements⁶³.

Cette approche a modélisé le comportement des agents de secteur public. Le modèle est généralement développé comme l'indique le schéma suivant.



Source : Graf Lambsdorff (2001)⁶⁴.

Le Principal crée des règles qui sont appliquées par l'Agent, celles-ci sont prévues pour régler l'échange avec le Client. Un tel échange se relie au paiement des impôts et des tarifs douaniers, de la fourniture de services et de permis, ou d'attribuer des contrats pour déterminer un système de régulation optimale.

Toutefois, Un combat d'intérêts apparaît entre le Principal et l'Agent. Le Principal n'est pas informé de l'effort utilisé par l'Agent dans l'application de ces règles (l'effort n'est pas observable par le Principal). L'agent peut cacher l'information au principal après que le contrat soit négocié. Ainsi, le Principal fait face à des obstacles d'asymétrie informationnelle (*sélection*

⁶² Jean Cartier-Bresson, « les analyses économiques des causes et des conséquences de la corruption : quelques enseignements pour les PED », *Monde en développement* 1998 Tome26.

⁶³ Bardhan (1997), « corruption and development : A Review of issues », *Journal of economic literature*, vol 35

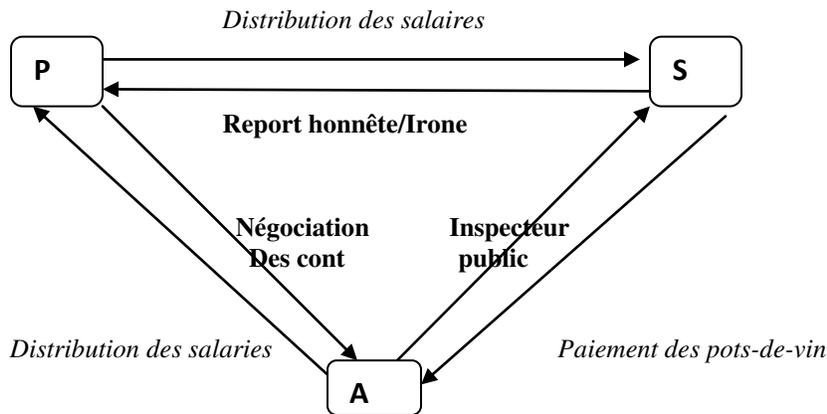
⁶⁴ Lambsdorff, J. Graf (2001b), "Corruption and Rent-Seeking", *Public Choice*, forthcoming.

adverses ou d'aléas morale). Pour résoudre ce problème, nous proposons alors que le Principal paye "Une rente informationnelle " à l'Agent qui lui annonce par la suite le reste de l'opération. Cette rente incite le bureaucrate à montrer l'information cachée⁶⁵.

Une autre caractéristique cruciale de la corruption peut être vue dans le rapport des agents avec des tiers. Un client ajoute une autre dimension à l'approche du principal-agent. La corruption peut avoir lieu quand un agent enfreint les règles établies par le directeur en s'entendant avec le client. Le but d'un dessous de table est de dissocier la fidélité entre l'agent et le principal et d'amener l'agent à violer les règles en faveur du client. C'est ce type de connivence entre le client et l'agent qui crée la corruption du secteur public.

Une autre variante du modèle principal d'agent se présente quand un superviseur qui est censé surveiller l'agent et rapporter sincèrement l'information réelle au principal, ce qui peut limiter les asymétries informationnelles subies par le principal. Mais si un surveillant peut s'entendre avec l'agent, il peut être incité à altérer son rapport.

Schémas N° 2 :Modèle Principal – Agent - Superviseur⁶⁶



Généralement, la réduction de la corruption est coûteuse à réaliser et à entreprendre. Les coûts peuvent résulter de la détection et de la punition⁶⁷. L'asymétrie de l'information entre les fonctionnaires publics et les agents privés associée avec la multiplicité des règles et leurs changements fréquents rend souvent impossible ou très coûteux de contrôler les actes de corruption.

⁶⁵ *How Corruption in Government Affects Public Welfare— A Review of Theories*

⁶⁶ Boulila Ghazi : « *Corruption et Dépenses Publiques* » p-p 9-12

⁶⁷ Klitgaard R. (1988), « *controlling corruption* », university of California press.

2- Implications sur le bien-être et niveau de corruption

Les agents corrompus font la dégradation à leur principal ;mais après tout la perte est minime, l'agent gagne le principal ajuste. Cependant, une perte nette résultera lorsque le comportement de l'agent induit une distorsion par ces décisions prises. Ce type de distorsion n'est pas facile à établir .L'agent a tendance à se contracter avec ceux qui sont prêts à offrir plus des commissions supplémentaires.

En marchés parfaits, les producteurs les plus efficaces sont tentés, aussi, à destels versements .Cette conclusion est aussi valable où il existe une information imparfaite sur l'action des concurrents[Beck1986].

En revanche, les marchés sont typiquement imparfaits et les concurrents diffèrent dans leur disposition à léguer des commissions illicites[Lambsdorff2000], en raison des coûts de transaction qui peuvent s'associer avec de tel arrangements.

En clair, ceux qui sont les plus prêts à se connecter pour un compromis sur ce type de transaction ne sont pas nécessairement les plus efficaces ;ce qui aboutirait à une sélection adverse, telle décision peut être source de distorsion.

Autre facteur qui peut influencer cette sélection adverse : certaines formes de marchés sont plus incitatives que d'autres (les nombres de firmes qui soumissionnent à un marché public intervient par exemple de façon déterminante) et le principal a d'autant plus de problèmes qu'il a du mal à formuler précisément ses préférences[Rose-Ackerman1978]. Outre cela, il se peut que le but explicite de collusion entre l'agent et le client est de créer distorsion : c'est le cas où le client paye l'agent pour limiter la concurrence en assaillant ses concurrents ;distorsion est une conséquence intelligible d'association liée à la corruption[Bardhan1997] Ça ne peut pas aider, dans ce contexte, que ses concurrents font de même et que les firmes les plus efficaces gagnent la bataille .D'autre part, le principal cherchera des moyens à contrer le comportement de collusion de l'agent en le poussant à révéler ses vraies actions .Mais, ça ne sera pas suffisant pour éviter des distorsions ; tout ce que le principal peut achever sont des solutions de second rang pour atténuer le niveau de corruption.

Ce niveau, que l'on doit mentionner est endogène au modèle, il dépend des actions prises par le principal. Réduire corruption pourrait s'avérer coûteux .Les coûts se relèvent de détection et sanctions[Klitgaard1988], de l'incitation à se comporter honnêtement[Kofman1996].

Dés lors qu'il existe un coût positif lié aux efforts d'évincer la corruption, le niveau optimum sera supérieur à zéro -comme pour le crime- on obtient un niveau optimal tel que les coûts marginaux d'élimination doivent être égaux aux avantages marginaux anticipés [Becker 1968] [Becker et Stigler 1974] [Rose-Ackerman 1975].

Le principal peut effectivement influencer le niveau de corruption, on assume qu'il choisirait ce niveau optimal. Mais, des limites peuvent subsister pour cette influence du fait que d'autres déterminants exogènes de niveau de corruption peuvent être plus importants que les actions prises par le principal. Implorer que le degré soit à son optimum peut être incongru. Mais avec un principal fort et bienveillant, les craintes sur corruption devraient être limitées.

3- Limite l'approche principal-agent⁶⁸

Dans la littérature de l'approche d'agence, relative à la bureaucratie et institution publique, le principal est supposé jouer un rôle déterminant : P choisit A ; P établit structure d'incitation et motivation de P et A affecte les coûts moraux de corruption de A [Galtung 1998].

Autrement dit, il est assumé, attaché à l'amélioration de l'efficacité et l'intégrité de l'institution publique.

Son dépendance de P révèle un de plus grand obstacles. Il existe aux moins deux limites à cette approche :

- Il pourrait que plusieurs principaux engagés avec des intérêts divergents, c'est le cas où le modèle Principal-Agent, parfois, construit sans une hiérarchie donnée, où A est à la tête de quelqu'un et représente un autre qui dans le sens a un rôle supérieur : par exemple, le parlement est considéré le principal de la bureaucratie, et que les votants sont le principal de parlement.
- Le principal pourrait poursuivre son propre intérêt et devient sujet de corruption ; dans ce cas aussi l'approche n'est pas valide.

Le développement théorique des comportements des acteurs économiques à savoir l'étude globale de l'approche éclair plusieurs limites de cette approche et donne lieu de l'étude à l'échelle macro économique (agrégats).

⁶⁸ Céline CHATELIN-ERTUR : « gouvernance des organisations Vers une théorie intégrée ? »

III- MACRO ÉVIDENCE : DÉTERMINANTS MACROÉCONOMIQUE⁶⁹

La majorité des travaux, ont mis l'accent sur le lien entre la corruption et la croissance économique à travers son impact sur l'investissement et aussi la relation corruption et dépenses dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

<i>Auteurs</i>	<i>Date</i>	<i>Échantillon</i>	<i>Période</i>	<i>Résultats</i>
<i>Mauro, Paelo</i>	<i>1996</i>	<i>94</i>	<i>1960-1985</i>	<i>la corruption a un impact négatif sur les investissements.</i>
<i>Tanzi et Davoodi</i>	<i>1997</i>	<i>1042</i>	<i>1980-1995</i>	<i>les pays dont le niveau de la corruption est élevé, la part de la collecte de la recette fiscale ramenée au PIB tend à être inférieure.</i>
<i>Tanzi et Davoodi</i>	<i>1997</i>	<i>927</i>	<i>1980-1998</i>	<i>un niveau de corruption assez élevée est associé à une baisse des dépenses dans l'opération d'entretien.</i>
<i>Tanzi et Davoodi</i>	<i>1997</i>	<i>322</i>	<i>1980-1995</i>	<i>la corruption est susceptible d'augmenter l'investissement public mais réduit sa productivité.</i>
<i>Gupta, DavoodietAlonso-terme</i>	<i>1998</i>	<i>38</i>	<i>1980-1997</i>	<i>les politiques anti-corruption permettent de réduire l'inégalité des revenus</i>
<i>Gupta, DavoodietAlonso-terme</i>	<i>1998</i>	<i>42</i>	<i>1980-1997</i>	<i>une relation positive entre le niveau de corruption et la pauvreté</i>
<i>Mauro, Paelo</i>	<i>1998</i>	<i>85</i>	<i>1985</i>	<i>plus les pays sont corrompus moins ils dépensent pour l'éducation et la santé</i>
<i>Gupta, Mella et Sharon</i>	<i>2000</i>	<i>117</i>	<i>1985-1997</i>	<i>un niveau élevé de la corruption a des conséquences négatives sur le taux de mortalité infantile</i>
<i>Davoodi et Tiongson</i>	<i>2000</i>	<i>88</i>	<i>1985-1997</i>	<i>les taux de d'abandon scolaire sont cinq fois plus élevé dans le pays avec un niveau de la corruption élevé.</i>
<i>Seka, P.R</i>	<i>2005</i>	<i>34</i>	<i>1995-1996</i>	<i>la corruption agit négativement sur l'accumulation de capital humain.</i>

⁶⁹Mohamed Bayouhd(2006) : « Déterminants macroéconomiques de la corruption »p-18-22

Pour Mauro, la bonne gouvernance des institutions de la république, à tous les niveaux, doit faire partie intégrante de la politique globale de la lutte contre la corruption. *Rose-Ackerman (1978)* fait remarquer qu'une bonne législation en la matière peut réduire les montants des transactions qu'une mauvaise législation. Quelle est la meilleure façon de contrôler la corruption ? Cette question demeure à ce jour sans réponse convaincante.

Nous voulons établir le lien entre éducation et corruption ; mais avant il faut regarder le lien qui existe entre l'éducation et la croissance. Les théories récentes de la croissance endogène font de l'éducation l'un des facteurs principaux de la croissance économiques.

Cette idée qui n'a rien de très original inspire cependant depuis longtemps les travaux des économistes de l'éducation et du développement.

En effet, depuis les travaux de Lucas (1988), plusieurs chercheurs contemporains tels que Azariadis – Drazen (1990), Mankiw (1992), etc., ont construit des modèles visant à mettre en évidence les effets de l'accumulation du capital humain sur la croissance économique.

Dans le cadre de ce travail ; nous avons essayé d'étudier les effets de la corruption sur la provision des services d'éducation et de la santé. En partant du fait que les services sociaux de base sont souvent caractérisés par des défaillances au niveau du marché, et que pour corriger ces défaillances, l'Etat intervient par la provision, le financement et la régulation de ces services, on a pu constater que la corruption du secteur public et privé peut affecter négativement le niveau d'éducation et la qualité de la santé, mesurée par le taux de scolarisation primaire et le taux de mortalité des petits enfants.

La corruption détériore donc, la qualité des services offerts et gérés par les administrations publiques. Pour analyser le problème de la corruption dans les dépenses publiques, nous avons distingué entre la corruption politique et la corruption administrative.

La corruption politique se traduit par la manipulation des décisions politiques (lors de la préparation du budget de l'Etat) alors que le comportement corrompu qui se manifeste lors de l'exécution de ce budget reflète une corruption bureaucratique. Ce fléau politique affecte l'allocation des ressources publiques parce qu'elle détourne les objectifs des ressources publiques. Alors que la corruption bureaucratique affecte la redistribution de ces ressources (la manière avec laquelle on gère le budget de l'Etat). La défaillance des établissements publics et les restrictions du marché génèrent le problème de la corruption qui influe à son tour sur les différentes institutions de l'économie.

Dans un contexte où la pauvreté est de plus en plus grande, la corruption dans les prestations des services de base aggrave la vulnérabilité des couches les plus défavorisées. Les secteurs de la santé et de l'éducation sont les plus sensibles puisque les déséquilibres engendrés par la corruption ont des conséquences parfois vitales, toujours déterminantes dans le devenir de l'individu.

Elle crée une fracture sociale de plus en plus grande qu'il sera difficile de combler. La corruption sera le tombeau du développement économique et social. Elle peut freiner la croissance économique selon Mauro(1995). Ce fléau attaque tout le corps social et le détruit progressivement. La prise de conscience sur les dangers que crée le phénomène suffira-t-il à endiguer le mal ? Sera-t-il possible, sans une mobilisation effective de l'ensemble des acteurs du développement, d'engager avec succès une campagne de lutte contre la corruption? La volonté politique, si elle existe, aura-t-elle raison de la politique de la volonté?

CONCLUSION

L'étude de la problématique récente de la corruption, nous permettons d'avoir les conséquences de ce fléau social surtout dans le secteur éducatif et le secteur de la santé.

En effet, selon certaines organisations mondiales à titre d'exemple la banque mondiale et le Fond Monétaire International, la diversification des définitions de la notion de la corruption est focalisée sur les caractéristiques importantes de ce phénomène.

En outre, la corruption prend certaines formes et plusieurs types puisqu'elle a des dimensions à l'échelle internationale, alors la tendance de ce fléau dans le processus de développement économiques vu ses causes et ses conséquences réelles.

Certaines études ont montré les déterminants de la corruption et le problème analytique pertinent n'est pas d'évaluer la nocivité de la corruption, mais d'explorer pourquoi les différents systèmes politiques favorisent différents niveaux de corruption.

En analysant, les approches de la corruption, nous signalons que la corruption est un phénomène complexe et multidimensionnel. Beaucoup d'auteurs s'accordent sur la difficulté de trouver une définition consensuelle du phénomène sur les diversités au niveau social, politique, économique suivant les déterminants microéconomiques et macroéconomiques.

Les études économiques récentes et l'orientation des nouvelles politiques de développement économique accordent une importance pour le facteur capital humain surtout après l'émergence de la théorie néo-institutionnelle (gouvernance).

Par ailleurs, la théorie de la croissance endogène développée à la suite des travaux de Romer (1986), Lucas (1988) et Rebelo (1991), met en exergue, à côté des facteurs traditionnels de la croissance (accumulation du capital, l'augmentation de l'épargne, etc.), l'importance des facteurs institutionnels et politiques comme les déterminants de la croissance économique.

De nombreuses recherches dans ce domaine ont notamment traité de l'effet négatif de la corruption sur le développement humain, montrant qu'elle était préjudiciable à l'état de santé et au niveau d'éducation de la population (Gupta et Tiongson, 2003) mais aussi qu'elle engendrait une perte d'efficacité des dépenses d'éducation et de santé (Gupta et al., 2002).

La corruption favorise les investissements incorrects dans les secteurs de base et surtout dans le secteur de l'éducation et le secteur de la santé. Et de cette façon, ce fléau peut aggraver la croissance en abaissant la qualité des infrastructures et des services publics, diminuent les recettes fiscales, accroît le coût des biens et services et conduit à un déclin de la qualité de tout service et de toute production sous contrôle de l'État, amenant les individus à se livrer à la recherche de rentes plutôt qu'à des activités productives et en déformant la disposition des dépenses publiques.

La mauvaise allocation des ressources et les mauvaises gestions dans la dépense publique relèvent plusieurs interrogations et plusieurs conséquences sur le développement des économies des nations. Ce contexte sera traité dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II : REVUES DE LA LITTÉRATURE ÉCONOMIQUE

DE LA CORRUPTION

INTRODUCTION

Depuis quelques décennies, « nombreux économistes ont stipulés que la corruption peut favoriser la croissance économique [Samuel P. Huntington (1968) et Francis T. Lin (1985)], puisque les pots-de-vin peuvent éviter les retards administratifs pour les hommes d'affaires ⁷⁰ ». Même, cette idée qui remet en cause la genèse de la bonne gouvernance, temporairement, car quand le concept « gouvernance » s'enfance dans la gestion des affaires publiques, peut causer des mauvaises allocations de ressources.

Cependant, le sujet qui traite l'effet de la corruption sur les indicateurs économiques représente l'un des sujets les moins traité dans la recherche dont la corruption pourrait nuire à l'accumulation du capital humain en décourageant les jeunes à ne pas poursuivre leurs études supérieures.

En fait, dans un environnement de forte corruption, les gains faciles encouragent les jeunes à arrêter leurs études afin de rejoindre à la couche des riches mafieux. « Cette corruption modifie la répartition des dépenses publiques en éducation et en santé en substituant ces dernières en faveur d'une augmentation des celles militaires et sécuritaires, et par la suite, elle diminue la qualité des services fournis » [Ablo et Reinikka (1998)].

Cette catastrophe permettrait ainsi de réaliser des améliorations significatives en termes de politiques économiques mais, en termes de politiques sociales est grand gaspillage pour cette catégorie, il faut les réduire. Pour résoudre cette catastrophe, Bardhan (1996) stipule que le contrôle de la corruption découle de la crédibilité du gouvernement vis-à-vis de son peuple ainsi que de la mise en place des institutions crédibles et efficaces.

⁷⁰ ALLAOUI Zohra* & CHKIR Ali** (2009) : *Interaction entre corruption, capital humain et croissance économique dans les pays en développement (PED)*

Dans ce contexte, l'Afrique est perdante dans ce domaine à cause de ses institutions non crédibles et moins fiables par rapport à l'Asie qui a un système centralisé et fort a atteint des résultats importants, même avec une corruption plus forte, c'est la bonne gouvernance des institutions économiques, sociales et politiques qui cherche de lutte contre la corruption.

L'intérêt de notre travail étudiera l'effet de la corruption sur les variables macroéconomique (la croissance économique, investissement, IDE, etc.). L'un des revues de la littérature a confirmé que la corruption publique est l'un des entraves que peut réduire le développement et l'efficacité des dépenses publiques.

En effet, plusieurs économistes ont exploré l'impact direct de la corruption publique sur la croissance économique, mais ils n'ont pas examiné les canaux à travers lesquels la corruption peut agir sur la croissance économique. D'où l'idée d'étudier l'interaction entre la corruption publique et le capital humain, et de prouver leur effet sur la croissance économique peut faire l'innovation dans le schéma de recherche contemporaine.

La littérature récente ne confirme pas la validité économétrique l'hypothèse selon laquelle le capital humain contribue à la croissance économique et aussi dans le cadre de développement économique, dans le secteur de l'éducation et encore dans le secteur de la santé en tant secteurs de base pour le développement économique.

De plus, nous allons examiner l'importance de facteur capital humain dans le processus de croissance néoclassique de Solow(1956) et aussi dans le processus de la croissance endogène de Romer (1986). Donc l'influence directe et indirecte de la corruption sur la croissance économique. Nous développerons l'impact de la corruption publique, qui apparait plus complexe dans la littérature économique, sur l'investissement du capital humain, en démontrant cet effet sur l'accumulation du capital humain.

Sur cette base, nous essayons d'étudier le facteur capital humain, dans un premier lieu, comme un facteur qui a une relation direct par la notion de la corruption publique. En second lieu et en appuyant sur les apports théoriques de capital humain en relation avec la corruption publique.

SECTION 1 : CAPITAL HUMAIN ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Le facteur capital humain représente une extension de la théorie du capital au domaine de la formation des êtres humains. Le capital humain est le stock de ses capacités intellectuelles et professionnelles, source de ses revenus monétaires futurs. Ce stock s'accroît par des "investissements" (dépenses d'éducation, de formation professionnelle, de santé), mais peut aussi se déprécier dans le temps (déclin, dévalorisation des savoir-faire...). L'acquisition de ce capital est rendue possible par la renonciation à une consommation directe : laisser des revenus actuels pour prolonger sa période de formation ; renoncer à des loisirs pour accéder à une formation continue. Ce qui fait, l'espérance d'un revenu futur est un des moteurs de la décision d'investissement.

Les fondateurs de l'économie politique moderne Adam Smith (1776) et David Ricardo (1819) présentent tous les deux la croissance économique comme un résultat de l'accumulation du capital.

En effet, L'augmentation de la richesse par tête provient de celle du capital par tête où la croissance est destinée à détruire le ralentissement, à s'annuler dans un « état stationnaire », l'évolution du revenu national peut induire l'accumulation des facteurs. La dynamique du système peut être résumée de la manière suivante.

- L'accumulation du capital entraîne une augmentation de la demande de main-d'œuvre.
- Transitoirement, les salaires sont plus élevés, jusqu'à ce que l'ajustement s'opère pour la démographie.

Une quantité plus grande d'ouvriers induit une demande plus grande de grains, qui justifie la mise en culture de nouvelles terres, moins productrices que les anciennes ; d'où augmentation du prix des grains, donc de la rente foncière, et aussi du salaire nominal correspondant au minimum vital. Salaires et rente s'accroissent alors, au détriment du profit qui diminue jusqu'à atteindre le niveau auquel cesse l'investissement. L'arrêt de l'accumulation du capital signe celui de la croissance démographique, et donc la stabilisation de l'ensemble du système économique : c'est l'état stationnaire.

I- ACCUMULATION DU CAPITAL HUMAIN, PROGRÈS TECHNIQUE ET

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

1- L'accumulation du capital humain dans la pensée économique

***Généralités sur le capital humain :**

le facteur de capital humain a été vulgarisée vers les années soixante suite aux travaux des économistes tels que Becker, Denison, Schultz et Mincer. Le concept du capital humain s'inscrit dans un contexte d'activité productive d'une économie en considération.

En effet, le capital humain est un facteur moteur de la croissance économique avec des effets de diffusion importants. Le différentiel de salaire entre les agents économiques (ménages) serait expliqué par le niveau d'étude ou le nombre d'années de formation ; en d'autres termes, le capital humain accroît le potentiel des individus en les rendant plus productifs d'où son importance et son rôle stratégique dans une économie donnée.

L'acquisition de ce capital est rendue possible par la renonciation à une consommation immédiate : renoncer à des revenus actuels pour allonger sa période de formation ; renoncer à des loisirs pour accéder à une formation continue. A chaque fois, l'espérance d'un revenu futur est un des moteurs de la décision d'investissement.

***Un investissement massif en capital humain⁷¹ :**

Le secteur éducatif a été au cœur des politiques publiques tunisiennes depuis l'indépendance. Dans ce domaine, ce pays a accompli un investissement considérable : ainsi, depuis près d'une décennie, l'éducation mobilise plus de 20% du budget total tunisien, la première poste budgétaire de ce pays 16% mesurée en pourcentage du PIB, les dépenses en éducation sont de l'ordre de 7%, un effort semblable pour des pays scandinaves, comme leaders mondiaux en capital humain.

⁷¹ Raouf Boucekkine & Rafik Bouklia-Hassane (2011) : «Rente, corruption et violence : l'émergence d'un ordre nouveau dans les pays arabes ? » Novembre 2011 - Numéro 92

2- La mesure du capital humain :

La mesure du capital humain est celle proposée par Hall et Jones (1999) qui introduisent les discontinuités d'efficacité des années d'école selon le niveau d'études.

En effet, au début des années 1990, plusieurs auteurs (Barro (1991), Mankiw, Romer et Weil (1992)⁷² utilisent les taux de scolarisation dans le primaire, le secondaire et le supérieur pour représenter le stock du capital humain.

Toutefois, l'utilisation des taux de scolarisation dans le cadre d'études transversales sur de nombreux pays comme indicateurs du stock de capital humain a fait l'objet d'importantes critiques. D'abord, pour que cette mesure soit correcte, il faut supposer que tous les pays de l'échantillon se trouvent à l'état stationnaire ou en acceptant l'hypothèse de convergence vers l'équilibre. De plus, pour que cette hypothèse tienne, il faut admettre que les taux de scolarisation aient peu changé sur l'ensemble des années étudiées, ce qui supposerait que les pays en développement ne soient pas essentiellement en développement (Altinok, 2007).

Enfin, même si nous l'accepte, l'hypothèse sur l'accumulation du capital humain est trop forte, puisqu'il est plus plausible que les mécanismes qui régissent son accumulation soient plus complexes que ceux du capital physique (Dessus, 2002). Ainsi, la fragilité des hypothèses sur lesquelles reposent les taux de scolarisation rend peu légitime leur utilisation comme indicateurs du capital humain.

3- L'accumulation du capital et du progrès technique :

L'accumulation du capital est l'investissement qui permet d'avoir un capital productif. L'Etat comme une grande entreprise en s'équipant en machines permet à ses travailleurs de produire plus efficacement. Un même travailleur, dans le même temps, produira davantage qu'avant l'introduction des machines.

Depuis la révolution industrielle, nous observons que le stock de capital par tête a considérablement augmenté, y compris dans les services qui étaient restés un peu à l'écart de ces progrès.

⁷² Mankiw, G., D. Romer et D. Weil (1992), « A Contribution to the Empirics of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 107, N°. 2, pp. 407-427.

II- LE CAPITAL HUMAIN ET LA CROISSANCE EXOGÈNE :

La notion de capital humain joue aujourd'hui un rôle essentiel dans la théorie de la croissance économique. Elle permet notamment de comprendre pourquoi une économie peut connaître une expansion permanente de sa production même si elle ne bénéficie ni d'une augmentation de population active, ni d'un progrès technique «exogène ».

1- Le modèle de la croissance exogène (1956⁷³) :

Solow apporte, en 1956, une réponse aux prédictions pessimistes de Harrod⁷⁴, le modèle de croissance exogène atteint l'état d'équilibre économique automatiquement au cours de temps.

Dans le modèle de Solow, les rendements d'échelles sont constants, les rendements sont décroissants par rapport à chaque facteur de production, l'élasticité entre facteurs est positive et contenue et le taux d'épargne est constant.

La notion de convergence conditionnelle représente l'une des résultats importantes dans ce modèle que nous allons le traiter en tenant compte de capital humain comme un variable exogène. Le modèle de croissance exogène s'appuie presque sur les hypothèses suivantes :

- Le marché de concurrence pure et parfaite
- La flexibilité des prix
- Les rémunérations des facteurs à leur productivité marginale
- Les rendements constants
- Le plein emploi des ressources de production

Formellement, Le produit marginal du capital tend vers zéro, le produit marginal du capital (P_{mK}) est une fonction positive mais strictement décroissante du stock de capital : $F'(k_t) > 0$ et $F''(k_t) < 0$. De plus, pour tout K_t , les conditions dites « Inada » sont vérifiées limite de $F'(k_t) = 0$, si K_t tend vers ∞ et limite de $F'(k_t) = \infty$ si K tend vers 0 .

Nous considère, dans ce cadre de cette théorie, une fonction de production à coefficients variables toute en admettant l'hypothèse de substitution des facteurs, dans cet analyse de la

⁷³ MTIRAOUI Abderraouf (2009): "Ouverture, Capital humain et Croissance économique" p-p10-15

⁷⁴ R. Solow (1956): « A Contribution to the Theory of Economic Growth in Reading with Modern Theory of Economic Growth », edited by J.E. Stiglitz and H. Uzawa, the MIT Press, 1969. Universidad de Valencia (January).

croissance exogène. En fait, l'économie devrait connaître un sentier de croissance équilibré à long terme dont les variables (K_t :capital, Y_t :production, C_t : consommation,...) croissent au même taux constant.

La croissance démographique (capital humain) est considérée dans l'analyse néoclassique comme une variable exogène. Dans cette théorie, le capital physique est considéré comme la seule ressource de production faisant l'objet d'accumulation. La dynamique de la croissance pourrait conduire, dans une longue période, à une augmentation production par tête, mais cet accroissement est déterminé par le rythme du progrès technique qui est une variable exogène. L'équation de croissance de Solow est fondée sur une fonction de production $Y_t = F[K_t, N_t]$ homogène de degré un⁷⁵, c'est-à-dire dans laquelle les rendements sont constants si les deux facteurs (capital et travail) augmentent dans la même proportion et l'investissement I_t est égale à l'épargne S_t .

$$S_t = I_t = sY_t ; \dot{K}_t = dK_t / dt = I_t - \delta K_t = S_t - \delta K_t = sY_t - \delta K_t = sF[K_t, N_t] - \delta K_t \quad (1)$$

Soit $Y_t = \frac{F[K_t, L_t]}{L_t}$ l'output par travailleur et $k_t = K_t / N_t$, le rapport capital/ travail.

L'homogénéité de la fonction de production permet d'écrire :

$Y_t = F[K_t, 1] = f[k_t]$. Nous trouvons alors la loi de mouvement de k_t : pour cela, nous supprimons l'argument t pour facilité le calcul.

2- L'équation fondamentale de Solow(1956) :

L'équation fondamentale à l'équilibre est comme la suivante

$$\dot{k} = \frac{d}{dt} \frac{K}{N} = \frac{\dot{K}N - K\dot{N}}{N^2} = \frac{sF[K, N] - \delta K}{N - k\dot{N}} = sf[k] - (n + \delta)k \quad (2)$$

L'équation (2) représente l'équation fondamentale de Solow dont l'épargne par tête multiplié par le revenu par tête $[sY_t]$ augmente le stock de capital par tête $[k_t]$, et permet d'assurer aussi le maintien du ratio K_t / L_t face d'une croissance de population (n) et déprécier du capital δ , ce que signifie la diminution de stock de capital par tête k_t^* par $(n + \delta)k$.

⁷⁵ P.Aghion et P.Howtt (1998) « théorie de la croissance endogène » p.p.(12-18)

L'étude dynamique de l'économie consiste à savoir si cette équation admet un équilibre stationnaire unique et stable. Si un équilibre stationnaire k^* existe, il est déterminé par l'équation d'accumulation du capital $\dot{k}_t = 0$ ce qui signifie $s f [k_t^*] = (n + \delta) k_t^*$ pour finir par la fonction par tête $f [k_t^*] = (n + \delta) k_t^* / s$ (3)

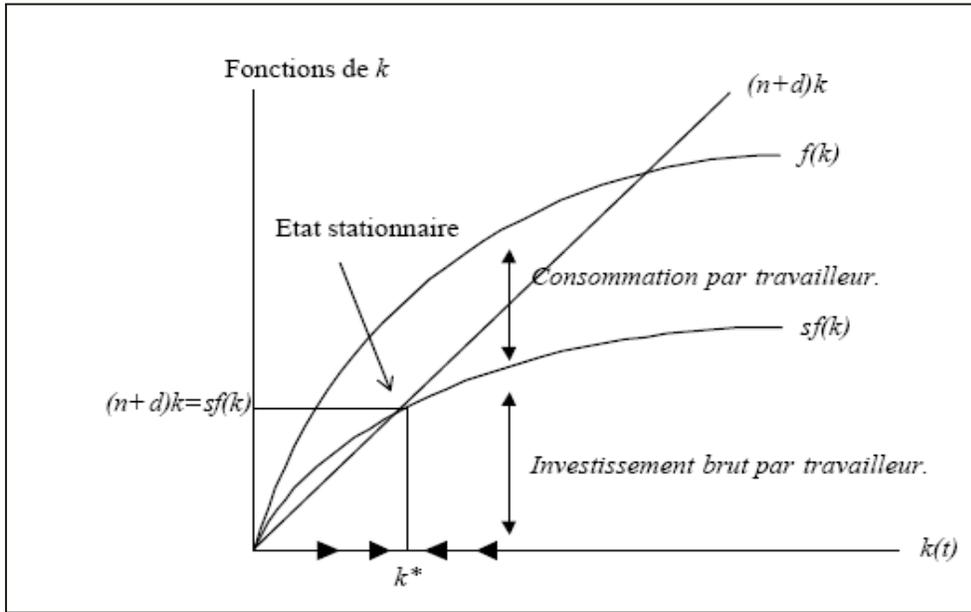


Figure 1-1 : L'état régulier (d'équilibre)⁷⁶

D'ailleurs, le taux d'épargne de Solow (1956) est exogène, et par conséquent, le capital par tête est constant en régime stationnaire, sauf en présence de progrès technique exogène productivité globale de facteur (PGF). Le niveau du PIB dépend positivement du taux d'épargne mais le taux de croissance du PIB ne dépend que du progrès technique et de la démographie (n). En matière de croissance, le modèle néoclassique fournit un fondement théorique à la notion de « convergence conditionnelle » Selon laquelle les pays ayant à l'état initial un revenu par tête relativement bas pourraient converger vers le niveau de revenu par tête des pays développés, à condition d'avoir comme ces derniers les même caractéristiques ou paramètres fondamentaux : même taux de croissance démographique, même taux d'épargne, même politique économique, etc.

⁷⁶ Imen Guetat (2004) : « croissance économique » p.p4-16

3- L'équation fondamentale de Solow avec capital humain

** Présentation du modèle d'après Aghion et Howitt*

Chaque individu a une offre de travail et il n'existe pas de chômage, dans ce cas le travail (L) croît aux taux exogène, la production par tête correspond à $y_t = \frac{Y_t}{L_t}$, le stock de capital par tête est égal $k_t = \frac{K_t}{L_t}$ et la fonction de production simplifiée est la suivante :

$$Y_t = K_t^\alpha L_t^\beta \quad \text{avec } \alpha + \beta = 1 \quad (4)$$

A partir de cette fonction, $y_t = \frac{Y_t}{L_t} = k_t^\alpha$, si en appliquant l'équation fondamentale de Solow, nous obtenons : $\dot{k}_t = s k_t^\alpha - (n + \delta) k_t$ (5)

Les auteurs développent leur modèle de Solow augmenté, avec accumulation du capital humain, nous définissons toutes les unités d'efficacités de nouveau tel que la production est exprimée en fonction de capital humain qui s'écrit sous la forme suivante :

$$Y_t = K_t^\alpha H_t^\beta (A_t L_t)^{1-\alpha-\beta} \quad (4')$$

Pour tester empiriquement ce modèle, il faut trouver une bonne mesure de l'accumulation du capital humain. C'est quelque chose de difficile en soi (difficile de mesure, dépense d'éducation du gouvernement, des familles, salaires non perçus par les étudiants, partie de l'éducation est de la consommation...). Les auteurs choisissent le pourcentage de la population des 15-19 ans en âge de travailler qui suivent de l'éducation secondaire. Ce choix a été beaucoup critique, car l'éducation secondaire est typiquement très variables selon les pays, et est très dépendante du niveau de richesse des pays; il y a donc toutes les chances pour que cette variable ne capte pas seulement l'accumulation de capital humain, mais aussi la richesse du pays... nous expliquerons très la richesse d'un pays avec sa consommation d'éducation...

Dans les contributions de Mankiw, Romer et Weil [1992] et l'annexe mathématique de Barro et Sala-i-Martin [1995], l'étude est faite sur le «modèle de Solow amélioré⁷⁷» et ses implications pour le taux de croissance à long terme ainsi l'hypothèse de convergence.

Soit la fonction de production, qui était représenté par le modèle néoclassique de Solow, $Y_t = (A_t L_t)^\alpha K_t^{1-\alpha}$ où la technologie croît au taux (x) et la population au taux (n), le

⁷⁷ P.Aghion et P.Howitt (1998) « théorie de la croissance endogène » p.p.(47-49)

stock se déprécie au taux constant (δ). Le taux d'épargne, (s), est aussi. Si nous définissons toutes les « unités d'efficacité du travail »⁷⁸

$$\text{Nous obtenons, donc, } y_t = Y_t/(A_t L_t) = k_t^{1-\alpha} \text{ et } k_t = K_t/(A_t L_t) \quad (6)$$

La contrainte budgétaire de l'économie est : $\dot{k}_t = sy_t - (g+n+\delta)k_t$ dont g est le taux de croissance de progrès technique. A d'état régulier (stationnaire), $\dot{k}_t=0$ implique

$$k_t^* = \left(\frac{s}{g+n+\delta} \right)^{\frac{1}{\alpha}} \quad \text{Et } y_t^* = \left(\frac{s}{g+n+\delta} \right)^{\frac{1-\alpha}{\alpha}}$$

Le taux de croissance de la production par tête est proportionnel à celui du stock de capital par tête, $g_y = (1-\alpha)g_k$ (7)

Ainsi, l'expression de taux de croissance de la production par tête s'écrit :

$$\dot{y}_t / y_t = (1-\alpha)(g+n+\delta) \left(\frac{y_t^*}{y_t} \right)^{\frac{\alpha}{1-\alpha}} - 1 \quad (8)$$

* Les taux de croissance par tête et la vitesse de convergence⁷⁹

Pour déterminer la vitesse de convergence vers l'état, en tenant compte de l'augmentation de taux de croissance d'une économie en considération, on calcule, au début, le log- linéaire de taux de croissance, puis on applique le développement limité d'ordre 1, on obtient alors

L'équation suivante ; $\frac{d \log y_t}{dt} = \alpha (g+n+\delta) (\log y_t^* - y_t)$ (9)

La vitesse de convergence, avec la quelle le revenu tend vers la stationnarité, donnée par $\varnothing = \alpha(g+n+\delta)$. Le coefficient de convergence β est égal à la modification proportionnelle du taux de croissance sous le changement du niveau de revenu, d'où le coefficient

$$\beta = \frac{d(\ln y_t / dt)}{\ln y_t} = \varnothing \left(\frac{y_t^*}{y_t} \right)^{\frac{\alpha}{1-\alpha}} \quad (10)$$

L'équation différentielle (9) implique $\log y_{t+T} = (1-e^{-\varnothing T}) \log y_t^* + e^{-\varnothing T} \log y_t$ (11)

La convergence apparait conditionnelle puisque elle dépend de l'état stationnaire de

⁷⁸ - P.Aghion et P.Howitt (1998) « théorie de la croissance endogène » p .p. (554 - 556)

⁷⁹ Op.cit. p.p. 556-558

l'économie considéré, ce n'est que si les paramètre qui déterminent l'état régulier sont identiques que l'équation (9) implique que les pays pauvres ont une croissance plus fort que les pays riches. Nous définissons toutes les unités d'efficiences de nouveau tel que la production est exprimée en fonction de capital humain qui s'écrit sous la forme suivante :

$$Y_t = K_t^\alpha H_t^\beta (A_t L_t)^{1-\alpha-\beta} \quad \text{où } 0 < \alpha + \beta < 1 \quad (12)$$

Avec Y_t : l'output réel, K_t : le capital physique, H_t : le stock de capital humain et L_t : le travail brut . Ainsi, la fonction de production par tête est : $y_t = k_t^\alpha h_t^\beta$, où $h_t = \frac{H_t}{A_t L_t}$ (13)

Les équations k_t et y_t gouvernant l'accumulation de capital physique et capital humain sont respectivement : $\dot{k}_t = s_k y_t - (g+n+\delta) k_t$ et $\dot{h}_t = s_h y_t - (g+n+\delta) h_t$ (14)

L'équation (14) présente l'état d'équilibre décrivant la démarche de l'équation fondamentale de Solow pour le capital physique, analogiquement pour le capital humain.

Si nous divisons par k la première équation et par h la seconde , nous déduisons alors que les valeurs d'état régulier du capital humain et physique dont l'apparition de la croissance à taux constant qui implique la croissance par unité d'efficiences du travail nulle ,et donc la décroissance des rendements cumulés des deux facteurs h et k ;

$$y_t^* = \left(\frac{s_k s_h}{g+n+\delta} \right)^{\frac{1-\alpha}{1-\alpha-\beta}} k_t^* = \left(\frac{s_k s_h}{g+n+\delta} \right)^{\frac{1-\beta}{1-\alpha-\beta}} h_t^* = \left(\frac{s_k s_h}{g+n+\delta} \right)^{\frac{1-\alpha-\beta}{1-\alpha-\beta}}$$

En linéarisant par le log nous aurons : $y_t^* = k_t^*^\alpha h_t^*^\beta = \left(\frac{s_k s_h}{g+n+\delta} \right)^{\frac{1-\beta}{1-\alpha-\beta}} \left(\frac{s_k s_h}{g+n+\delta} \right)^{\frac{\alpha}{1-\alpha-\beta}}$

$$\text{Alors, } \ln y_t^* = \frac{\alpha}{1-\alpha-\beta} \ln s_k + \frac{\beta}{1-\alpha-\beta} \ln s_h + \frac{\alpha+\beta}{1-\alpha-\beta} \ln (n+g+\delta) \quad (15)$$

Dans l'état stationnaire, le modèle solowien en lui imposant un taux de croissance nul dans le long terme, et ce en raison de l'annulation de la productivité marginale du capital à mesure de son accumulation. Puisque les rendements croissants n'étaient pas compatibles avec la concurrence parfaite, il devenait cependant obligatoirement de recourir à un moteur exogène de croissance ; d'où une croissance de production par capital libre des choix d'arbitrage individuels et en conséquence des comportements d'épargne.

4- La convergence dans le modèle de Solow avec capital humain

**Les capitaux physique et humain dans le modèle de Solow*

La production par tête croît au taux exogène du progrès technique, puisque y^* est constant, tout comme dans le modèle néoclassique il apparaît que ce dernier est en fonction de la croissance de la population et de l'accumulation des capitaux physique et humain. Ces facteurs sont différents d'un pays à un autre. Ce qui fait le taux de croissance de production par tête devient ; $\frac{d \ln y_t}{dt} = \lambda (\ln y^* - \ln y_t)$ (16)

$$\text{Avec } \lambda = (1 - \alpha - \beta)(g + n + \delta) \quad (17)$$

Cette équation représente la vitesse de convergence. L'intégration de l'équation (12) entre les périodes t_0 et t_1 donne : $\ln y(t_1) = (1 - e^{-\lambda t}) \ln y_1^* + e^{-\lambda t} \ln y(t_0)$ (18)

Nous remplaçons $\log y_t^*$ par son expression

$$\ln y(t_1) = (1 - e^{-\lambda t}) \left[\frac{\alpha}{1 - \alpha - \beta} \ln s_k + \frac{\beta}{1 - \alpha - \beta} \ln s_h + \frac{\alpha + \beta}{1 - \alpha - \beta} \ln (n + g + \delta) \right] + e^{-\lambda t} \ln y(t_0) \quad (19)$$

Cette relation traduit la dynamique de transition du logarithme du revenu par tête vers l'état stationnaire à une vitesse λ lorsqu'il est tenu compte des variables de l'investissement, du capital humain ainsi que de la croissance de la population.

A travers une double dimension (temporelle et individuelle), il s'avère alors que l'étude de Knight (1993) qui analyse les déterminants de la croissance par l'utilisation d'une technique d'estimation et il a examiné les rôles de certains facteurs : le capital humain, l'investissement public et dépenses publiques.

Le modèle à estimer ressemble, dans ce cadre, à celui du modèle néoclassique Solow-Swan (1956) augmenté du capital humain (la même démarche de Mrw(1992)). Cette étude de Benhabib et Spiegel (1994)⁸⁰ ne suppose que les rendements d'échelles soient décroissants.

⁸⁰ Benhabib, J. et M.M. Spiegel (1994), « The Role of Human Capital in Economic Development : Evidence from Aggregate Cross-Country Data », *Journal of Monetary Economics*, Vol. 34, N°. 2, pp. 143-173.

* Développement de Mrw et Knight

Conformément à la démarche de Mrw (1992), Knight et al (1993) ont étudié l'état stationnaire et la dynamique de transition. Leurs analyses étaient en premier lieu dans un cadre général de k périodes. Mais afin de faciliter l'estimation sur le plan pratique, ils ont adopté un cas particulier ou k=1 ; D'où $\ln y(t_1) = \lambda' \beta_1 \ln s(k) + \lambda' \beta_2 \ln s(h) + \lambda' \beta_3 \ln [n+g+\delta] + e^{-\lambda t} \ln y(t_0) + \lambda' \ln A(0) + g(t_1 - e^{-\lambda t} t_0)$ (19')

Où y (t₁) et y (t₀) sont respectivement le niveau actuel et le niveau initial du revenu par tête; A₀ est le niveau initial caché de la technologie; n, g et δ, sont respectivement le taux de croissance équilibrée de la population, celui du progrès technologique et le taux de dépréciation du capital; s_k et s_h sont les fractions de revenu investies respectivement dans le capital physique et dans le capital humain; $\lambda' = (1 - e^{-\lambda t})$

Dans ce cas $\lambda = (n + g + \delta) (1 - \alpha - \eta)$ est la vitesse de convergence linéarisée par rapport à l'équilibre stable; $\beta_1 = \alpha / (1 - \alpha - \eta)$, $\beta_2 = \eta / (1 - \alpha - \eta)$ et $\beta_3 = (\alpha + \eta) / (1 - \alpha - \eta)$, où α et η représentent respectivement la proportion du capital physique et celle du capital humain dans le revenu.

Mrw postulent également que g, qui est le taux de progrès technologique, est le même pour tous les pays et que le niveau initial de technologie A₀ est une constante qui varie de manière aléatoire selon les pays.

En pratique, Mrw incluent le niveau de technologie dans le terme de perturbation de la régression qui, selon leur postulat, est indépendant⁸¹ de toutes les autres variables explicatives. Leur fonction de régression est formulée comme suit :

$$\ln y(t_1) - \ln y(t_0) = \lambda' \beta_1 \ln s(k) + \lambda' \beta_2 \ln s(h) + \lambda' \beta_3 \ln [n+g+\delta] - \lambda' \ln y(t_0) + \varepsilon \quad (20)$$

Où ε comprend toutes les perturbations propres à chaque pays. Or, il est probable que A₀ est en corrélation avec le niveau initial de revenu par tête et les autres variables explicatives. L'équation a testé a pris la forme suivante qui tient compte de deux dimensions, notamment le temps et l'espace.

⁸¹ Il s'agit de l'hypothèse capitale qui permet d'établir une estimation transnationale par les MCO sans nécessiter de variables instrumentales (Islam, 1995; Temple, 1999).

$$\ln y_{i,t} - \ln y_{i,t-1} = \lambda_1 \ln (n_{i,t} + g + \delta) + \lambda_2 \ln s(k)_{i,t} + \lambda_3 \ln s(h)_{i,t} + \lambda_4 \ln F_i + \lambda_5 \ln P_i + \gamma \ln y_{i,t-1} + \eta_i + \varepsilon_{i,t} + \mu_t \quad (20)$$

$$\text{Avec } \eta_i = (1 - e^{-\lambda t}) t_1 g + e^{-\lambda t} t g \text{ et } \mu_t = (1 - e^{-\lambda t}) \ln(A_0) \quad (21)$$

Knight (1993) et al ont déjà intéressé par leurs résultats d'estimation. Pour ce faire, ces auteurs prennent les démarches suivantes :

- ✓ La première étape consiste à tester les significativités des coefficients $\{(\lambda_i=0)$ avec $i=3, 4,5\}$, un teste de Hausman vérifie le modèle de Solow sans capital humain, sur les données de panel.
- ✓ La seconde consiste à tester le modèle de Solow augmenté du capital humain $\{(\lambda_i=0)$ avec $i= 4,5\}$ un coup transversale puis en panel.
- ✓ la troisième étape introduit deux variables d'interactions : le degré d'ouverture de l'économie et l'investissement public en infrastructure (capital physique).

Knight (1993) et Islam (1995) mettent l'accent sur l'estimation du capital humain dans le processus de croissance. L'analyse des déterminants de la croissance suivant une technique d'estimation spécifique aux données de panel selon le période d'étude et les catégories des nations en évidence. Islam a utilisé la technique de Chamberlain (1982) pour améliorer l'étude de recherche sur le plan pratique. Cette technique est utilisée au cours de l'estimation de l'équation de croissance sans capital humain suivante : $\ln y(t_2) = - e^{-\lambda t} \ln y(t_1) + (1 - e^{-\lambda t}) [\ln s - \ln (n + g + \delta)] + (1 - e^{-\lambda t}) \ln(A_0) + g(t - e^{-\lambda t} t_1)$ (22)

L'introduction de capital humain comme facteur explicatif de la production montre l'écart entre la vitesse de convergence calculée par Islam et celui par Mrw (1992).

Ainsi, l'équation de croissance avec capital humain estimée par Islam (1995) est sous la forme suivante : $\ln y_{t2} = - e^{-\lambda t} \ln y_{t1} + (1 - e^{-\lambda t}) \frac{\alpha}{1 - \alpha} [\ln s - \ln (n + g + \delta)] + (1 - e^{-\lambda t}) \frac{\varphi}{1 - \alpha} \ln h^* + (1 - e^{-\lambda t}) \ln(A_0) + g(t_2 - e^{-\lambda t} t_1)$ (23)

La confirmation de l'étude Berthélemy et al (1996)⁸² (pour les pays producteurs de pétrole ou non) montre que le coefficient de capital humain varie statistiquement.

J.C. Berthélemy, S. Dessus, and A. Varoudakis (1997)⁸³ ont estimé sur des données de panel le modèle de Solow augmenté pour déceler les effets de divers indicateurs de mouvements et du stock de capital humain sur la croissance.

A ce state, les approximations correspondantes aux travaux de Mrw (1992) mesurent le capital humain par le taux de scolarisation, Alors, on aura cette relation :

$$\ln y_{i,t} - \ln y_{i,t-1} = \alpha_i - (\gamma_K + \gamma_H) \ln(n_{i,t} + g^* + \delta) + \gamma_K \ln(k)_{i,t} + \gamma_H \ln(h)_{i,t} + \beta \ln y_{i,t-1} + \eta_i + \varepsilon_{i,t} \quad (24)$$

Où y_t est le PIB par tête à la date t , s_k est l'investissement en capital physique, δ est le taux dépréciation et g est le taux de croissance de population, β , γ_K et γ_H sont des paramètres à estimer et η_i , α_i sont les effets spécifiques de chaque pays et chaque période.

Au totale, Solow (1956) a défini la croissance exogène comme une chose qui tombe de ciel, cette contribution fait une révolution dans le développement économique moderne.

En effet, nous avons montré qu'un modèle de Solow augmenté peut prendre en compte l'accumulation du capital humain en plus de l'accumulation du capital physique peut offrir une excellente description des données en coupe internationale.

Nous étudions aussi les conséquences du modèle de Solow en termes de convergence des niveaux de vie, c'est-à-dire si les pays les plus pauvres ont tendance à croître plus vite que les pays les plus riches.

L'apport de Solow a donné lieu une diversification des autres contributions des théoriciens et des économistes dans ce domaine surtout nous parlons à la notion de la croissance endogène avec l'approche théorique de Romer (1986) qui sera l'objet de la partie suivante.

⁸² Berthélemy J.C (2005), « Clubs de convergence : comment les économies émergentes ont-elles réussi à s'échapper au piège du sous-développement ? », Université Paris I Panthéon Sorbonne et CNRS

⁸³ Jean-Claude Berthélemy; Sébastien Dessus; Aristomène Varoudakis(1997) : « Capital humain et croissance: le rôle du régime commercial » Revue économique, Vol. 48, No. 3.

III- SURVOL DE LA CROISSANCE ENDOGÈNE ET LE CAPITAL HUMAIN

1- Les premières tentatives théoriques⁸⁴

A partir de la deuxième moitié des années quatre-vingt, les premières tentatives surmontées la croissance exogène avec Romer, Lucas⁸⁵ (prix Nobel en 1995) et Rebelo⁸⁶ mettent l'accent sur la proposition de progrès technique qui devient dans cette nouvelle théorie une variable endogène déterminée par les comportements des agents économiques.

Dans ce contexte, l'étude de la politique économique et de la croissance endogène qui font l'objet de cette démarche car le modèle de Solow (1956) considère que la croissance est exogène parce que la productivité marginale du capital diminue lorsque ce facteur s'accumule.

Cependant, Il n'existe plus à l'état stationnaire d'incitations à investir, sauf pour renouveler le capital par tête. Par contre, la théorie de la « croissance endogène » suppose que la productivité marginale du capital ne s'annule pas lorsque le stock augmente et donc qu'elle est constante. C'est la condition nécessaire à une croissance auto-entretenu. L'accumulation perpétuelle du « capital au sens large » peut être donc expliquée par l'incitation à investir et la croissance devient endogène.

La nouvelle théorie fournit un cadre théorique approprié pour l'analyse du rôle de la politique économique de long terme. Celui-ci est alors d'améliorer cette incitation à investir (par le développement financier, la fiscalité, la politique commerciale...). L'idée est de considérer la croissance comme un phénomène économique, résultant du fonctionnement décentralisé de l'économie, et non d'un progrès technique exogène, surajouté au modèle.

En effet, le taux de croissance comme étant une variable endogène résulte le choix des agents optimistes qui peuvent faire des investissements en facteurs accumulables (capital physique, capital humain, Technologique, public.).

⁸⁴ Abderraouf MTIRAOU (2009) : « Ouverture, capital humain et croissance économique » p.15-30

⁸⁵ Lucas, R., (1988), "On the Mechanics of Economic Development". *Journal of Monetary Economics*, Vol. 22, N°1, pages 3-42.

⁸⁶ Rebelo, S. (1990), « Long Run Policy Analysis and Long Run Growth », *NBER Working Paper*, N°. 3325.

2- L'endogénéisation de progrès technique

L'objectif principal aux théories de la croissance avec progrès technique exogène est que la technologie dépend au moins autant des décisions économiques que l'accumulation du capital qui comprend à la fois les actifs physiques et humains. Selon Mankiw(1995) « *le modèle néoclassique suffit à rendre compte des différences internationales de croissance*⁸⁷ ».

Certaines tentatives ont précédé la récente cuvée des modèles de croissance endogène, pour rendre la technologie endogène. Elles mettent l'accent sur le problème de l'intégration des rendements d'échelle croissants dans un modèle d'équilibre générale dynamique.

Dans le cas d'une fonction Cobb-Douglas tel que

$$Y_t = F [K_t, N_t] = A_t K_t^{\alpha} N_t^{\beta} \quad ; \quad 0 < \alpha < 1 ; 1 - \alpha = \beta \quad (25)$$

Si l'accumulation de progrès technique est endogène, A_t doit être rémunérée au même titre que K_t et N_t . Comme les rendements sont constants en K_t et N_t . D'après le théorème d'Euler, lorsque nous avons le facteur A est endogène et les rendements d'échelles sont croissants, tous les facteurs ne peuvent pas être rémunérés à leur produit marginal. Dans un équilibre concurrentiel, la théorie de Walras ne peut plus servir de fondements au modèle néoclassique.

Pour Arrow(1962), la solution proposée consiste à supposer que la croissance de A est produit fortuit de l'expérience acquise lors de la production « *phénomène d'apprentissage par pratique* »⁸⁸. Le modèle d'Arrow n'a été complètement étudié que dans le cas particulier d'un ratio capital/ travail (K_t/N_t) constant et d'un coefficient de travail fixe. Plus précisément implique que le taux de croissance de production à long terme est limité par la croissance de travail et indépendant du taux d'épargne, l'exemple de modèle de Solow –Swan persiste.

Plus généralement, les idées nouvelles ne peuvent s'incarner dans l'économie qu'au moyen d'investissement nouveau. Ainsi Kaldor (1957)⁸⁹ suggère, à la fois la notion de fonction de production agrégée $F [(K_t, N_t)]$, et à la distinction entre les augmentations de productivité dues au capital et celles dues au progrès technique.

⁸⁷ Aghion, Philippe. Et Howitt, Peter (1998): "Endogeneous Growth Theory", MIT Press, Cambridge. P.694

⁸⁸ P.Aghion et P.Howitt (1998) « *théorie de la croissance endogène* » p.p. (25-26)

⁸⁹ Kaldor, N. (1957), « *A Model of Economic Growth* », *Economic Journal*, Vol. 67, pp. 591-624.

3- Autres explications

Nordhaus (1969) et Shell (1973)⁹⁰ ont construit deux modèles, où les progrès techniques résultent de choix économiques explicites, partent de l'idée que la recherche est motivée par la perspective d'une rente monopole dans le modèle de Nordhaus, les rendements d'échelle croissants ne suffisent pas de soutenir la croissance à long terme en l'absence de croissance de la population. Dans le modèle de Shell, les difficultés techniques liées à la prise en compte des rendements d'échelle croissant dans un modèle d'optimisation dynamique obligent à postuler que les rendements sont strictement décroissants, qui s'ensuit l'impossibilité d'assurer une croissance à long terme de la production par tête, à moins de recourir à une source exogène de progrès techniques.

Pour Uzawa(1965), la croissance continue et endogène était possible dans le modèle néoclassique. Puisque le modèle d'Uzawa a interprété le facteur (**A**) comme étant un facteur de capital humain par tête et sa croissance requiert l'utilisation de travail par le secteur éducatif. L'investissement dans ce cas de modèle a consacré soit au capital physique soit au capital humain, l'analyse d'Uzawa se concentre sur la détermination des trajectoires optimales de croissance dans le cas particulier d'une fonction d'utilité linéaire. Malheureusement, Uzawa n'étudie à aucun moment la façon dont l'économie rémunère les activités qui permettent l'augmentation de (**A**) lorsque les rendements sont croissants.

Le développement théorique de capital humain comme l'un des facteurs principal dans la croissance des nations en considération prend une autre dimension de recherche pour avoir une valorisation exacte de ce facteur qualitatif. Dans la partie suivante, nous essayons de dimensionner quelques apports sur ce facteur humain.

⁹⁰ Nordhaus, William, D. 1975. *The Political Business Cycle*, Review Of Economic Studies, 42, pp. 169-90. O'Connell, S.A. et B.J. Ndulu. 2000. *Africa's Growth Experience : A Focus on Sources of Growth*, Mimeo, AERC, Nairobi.

SECTION 2 : QUELQUES APPORTS SUR LE CAPITAL HUMAIN

Parmi les apports théoriques sur le capital humain qui se sont beaucoup développés depuis les contributions de Becker dans les années soixante en mettant en considération la valorisation de facteur humain qualitative dans le cadre de système éducatif.

I- LES PARTICULARITÉS DU CONCEPT DE CAPITAL HUMAIN

Le concept de capital humain remonte de très longtemps, depuis A. Smith (1776)⁹¹. Selon lui, « *un homme qui a dépensé beaucoup de temps et de travail pour se rendre propre à une profession qui demande une habileté et une expérience extraordinaire, peut être comparé à une de ces machines dispendieuses. Nous devons espérer que la fonction à laquelle il se prépare, lui rendra, outre les salaires du simple travail, de quoi l'indemniser de tous les frais de son éducation* ». A travers ces quelques mots, Smith souligne l'importance des ressources humaines dans la croissance économique.

Toutefois, le concept du capital humain présente quelques singularités :

- La limitation du concept suggère que les possibilités d'accumuler du capital humain sont tributaires des capacités physiques et intellectuelles de l'individu qui entreprend de se former. Ainsi, le rendement marginal de l'investissement en capital humain doit décroître au fur et à mesure que l'effort augmente. En outre, l'investissement en capital humain est coûteux en temps et le délai de récupération du capital investi est limité par la finitude de la vie. Dans ce sens, le choix de se former dépend de la capacité des individus à valoriser cette formation et de l'importance des ressources qu'ils sont capables de mobiliser pour la financer, le niveau d'investissement optimal est fortement individualisé.

- Le capital humain traduit un certain individualisme. En effet, ce facteur est lié de son détenteur. Sa composition et sa mise en œuvre comprennent la participation de l'individu incorporé. Par conséquent nous expliquons l'importance du facteur de temps dans la formation et l'apprentissage ; pour se former, l'individu doit laisser les activités rémunérées. Les prochains gains escomptés, c'est-à-dire le niveau de rémunération auquel l'habitant pourrait prétendre dépendra de son niveau d'éducation ou de formation.

⁹¹ *Le père de l'économie classique est un grand économiste Américain : « les Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, est un des textes fondateurs du libéralisme »*

II- LES TRAVAUX DE BECKER (1964) ET BENHABIB ET SPIEGEL (1994)

1- L'initiative de Becker⁹²

Becker a été parmi les premiers à modéliser le facteur de capital humain. Ses contributions sur l'analyse économique ont été à la base du développement théorique économique du droit, en influant à la fois juristes et économistes. Ses travaux sont ouverts sur la grande modélisation des comportements criminels dans une optique de rationalité. Ces recherches sont aujourd'hui utilisables au fondement de la microéconomie.

Dans la logique de Becker, l'accumulation du capital humain passe par l'étude d'un choix de temps (inter-temporel) effectué par les individus. C'est-à-dire, l'individu détermine le montant de ses investissements qu'il doit effectuer dans l'objectif de maximiser son utilité inter-temporelle. Ainsi, l'éducation est appréhendée chez Becker comme un investissement auquel il convient d'associer une durée de vie, une capacité et un risque.

Dans cette étude théorique, Becker prend l'exemple plusieurs enseignements. D'une part, il formalise les choix d'éducation comme des choix rationnels d'agents optimisateurs, qui comparent la durée de leur cycle de vie, la valeur présente des gains à attendre de l'éducation et les coûts engagés (Boccanfuso, Savard et Savy, 2009)⁹³ ; d'autre part, l'analyse soulève implicitement la question des modalités de financement les déterminants du taux de rendement de cet investissement et des investissements en capital humain. Nous pourrions affirmer dans cette logique que le capital humain peut être assimilé à du capital physique comme un choix d'investissement.

⁹² Becker, G., (1964): "Human Capital: a Theoretical Empirical Analysis with Special Reference to Education," Columbia University Press, New York, NY.

⁹³ Boccanfuso, Savard et Savy, (2009) : « capital humain et croissance : évidences sur données de pays africains » Groupe de Recherche en Économie et Développement International Cahier de recherche / Working Paper 09-15

2- La tentative de Benhabib et Spiegel (1994)⁹⁴

Nous adoptons ce modèle qui relâche les contraintes de proximité technologique nécessaires pour Mander et al mettent l'accent sur l'impact du capital humain sur les performances économiques prend deux formes :

*Comme moteur potentiel de croissance selon la technologie emprunte à la théorie endogène

*Vecteur de rattrapage technologie ; Dont la spécification de modèle est la suivante :

$$Y_{i,t} = A_{i,t} K_{i,t}^{\alpha} L_{i,t}^{\beta} \quad (26)$$

$Y_{i,t}$: Le niveau de production ; $A_{i,t}$: La production total des facteurs ; $K_{i,t}$: Le capital physique

$L_{i,t}$: Le travail.

Le taux de croissance en fonction de changement technologique, de la variation de Capital physique et de celle de travail.

$$\ln Y_{i,t} - \ln Y_{i,t-1} = \ln A_{i,t} - \ln A_{i,t-1} + \alpha(\ln K_{i,t} - \ln K_{i,t-1}) + \beta(\ln L_{i,t} - \ln L_{i,t-1}) \quad (27)$$

L'accroissement de technologie et où son tour défini comme la somme de deux facteurs :

$$\ln A_{i,t} - \ln Y_{i,t-1} = c + gH_{i,t-1} + mH_{i,t-1}(Y_{\max,t-1} - Y_{i,t-1}/Y_{i,t}) \quad (28)$$

Avec : H : le niveau de capital humain qui représente le développement technologique influencé par l'accumulation domestique de Capital Humain qui reflète à la théorie de la croissance endogène.

$H_{it} * \frac{(Y_{t,\max} - Y_{t,i})}{Y_{it}}$: Variable interactive et représente l'écart technologique entre les pays amplifié

par le capital humain. D'après Nelson et Phelps (1966), l'accumulation de technologie est supposée dépendre de l'écart entre le niveau de savoir atteint par le pays et le pool de connaissance, la vitesse de cette accentuation sera déterminé par le niveau d'éducation de la population : (MO qualifié qui adaptent la NTI), il sera facile d'augmenter le stock propose de connaissance selon la règle des Rendements décroissants. Cependant, la vitesse de cette accumulation sera déterminée par le niveau d'éducation de la population, Main Oeuvre qualifié

⁹⁴ Benhabib, J. et Spiegel M. (1994), "The role of human capital in Economic Development: Evidence from Aggregate cross-country Data", *Journal of Monetary Economics*, Vol 34, N°2, p.p 143-173.

qui adoptent plus rapidement des nouvelles technologiques. Normalement, l'équation à laquelle aboutissent Ben Habib et Spigle (1994) est la suivante :

$$\Delta \ln Y_{it} = c + g H_{it-1} + m H_{it-1} * \frac{(Y_{max,t-1} - Y_{it-1})}{Y_{it}} + \alpha \Delta \ln K_{it} + \beta \Delta \ln L_{it} \quad (29)$$

Ainsi, les résultats économétriques de Benhabib et Spigel (1994) qui tiennent compte d'hétérogénéité des éléments utilisés, il n'est pas possible de comparer directement les coefficients structurels : de ces deux séries de tests. Alors que Benhabib et Spiegel (1994) testent une fonction de production avec variation du capital et travail (K et L), l'approximation de ces variables par, respectivement le taux de croissance de population et la part de l'investissement dans la PIB peut avoir les résultats suivants.

- une variable de stock (taux scolarisation) l'estimateur de capital humain.
- L'existence d'un effet de rattrapage conditionnée par le Capital Humain est confirmée avant et après la seconde guerre mondiale la variable de l'investissement renforçant l'hypothèse de qualité lié à ces donnés

En résumé, une estimation de modèle de Benhabib et Spigel (1994) effectuée sur la base 1920-1980 entraîne une forte baisse de significativité du modèle en enlevant un coefficient liées au processus de rattrapage technologique relativement crédible. La variable interactive $H_{it} * \frac{(Y_{t,max} - Y_{t,i})}{Y_{it}}$ traduite par Benhabib et Spigel (1992) reste aussi significative à 15%.

Pour finir, les résultats obtenus expriment la pertinence d'étude de consommateurs bénéfiques. Cette conclusion doit vérifier dans le cas de modèle de Ben Habib et Spigel (1994) les estimations de Mankiew, Romer et Weil posent clairement le problème de généralisation temporelle plus larges que celle d'après la seconde guerre mondiale et à un échantillon de pays de passants le stricts cadres de ceux de l'OCDE.

3- L'estimation de Mankiw, Romer et Weil (1992)⁹⁵

Les auteurs ont supposé une fonction de production de Cobb-Douglas avec rendement d'échelle constant et rendement du capital décroissant, étendue au niveau exogène du progrès technologique et du stock de capital humain. Au niveau de spécification de modèle, la fonction Cobb-Douglas est suivante : $Y_{i,t} = K_{i,t}^\alpha H_{i,t}^\alpha (A_{i,t}L_{i,t})^{1-\alpha-\beta}$ (30)

Avec $Y_{i,t}$: Le niveau de production ; $A_{i,t}$: Le niveau de technologie ; $K_{i,t}$: Le capital physique ; $H_{i,t}$: Le Capital Humain ; $L_{i,t}$: Le travail .Pour Solow (1956), le $L_{i,t}$ et $A_{i,t}$ sont Supposées croître à rendements exogènes constants : n , g et δ représentent le taux de croissance démographique, le taux de croissance technologique et le dépréciation du Capital physique.

Les principales hypothèses de leur modèle comprenaient des taux constants propres à chaque pays (équilibre stable) de l'investissement dans le capital humain et dans le capital physique. Les deux types de capital ont en commun un taux de dépréciation constant. Tous les pays ont en commun le taux de croissance du progrès technologique, mais différent en ce qui concerne le taux de croissance de la population active et le niveau initial de l'efficacité technique. Autrement dit, les différences transnationales liées à l'équilibre stable du revenu par habitant dépendent de différences liées à l'accumulation du capital humain et du capital physique et au taux de croissance démographique.

Par conséquent, chaque pays converge vers son propre équilibre stable au lieu d'atteindre un équilibre stable commun. Cette version du modèle de Solow, étendue pour tenir compte du capital humain, suppose que le revenu par habitant évolue selon l'équation suivante : La relation standard du modèle mène à l'équation de Convergence conditionnelle (30)' devient suivante :

$$\Delta \ln y_{i,t} = (1 - e^{-\lambda t}) \left[\ln y_{i,t-1} + \frac{\alpha}{(1-\alpha-\beta)} \ln \left(\frac{1}{y_{i,t}} \right) + \frac{\beta}{(1-\alpha-\beta)} \ln S(h_{i,t}) - \frac{\alpha+\beta}{(1-\alpha-\beta)} \ln(\eta + g + \delta) \right] \quad (31)$$

$Y_{i,t}$: La production par tête (unité efficace de travail) ; $S(h_{i,t})$: L'investissement en Capital Humain ; λ : La vitesse de convergence

⁹⁵ Mankiw, G., D. Romer et D. Weil (1992), « A Contribution to the Empirics of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 107, N°. 2, pp. 407-427.

Un modèle alternatif, mais sous forme de stock qui correspondre à une semi réduction du modèle Solow (1956) avec capital humain dont l'accumulation de capital humain n'est plus développée et ne serait pas explicite sous forme d'investissement :

$$\Delta \ln Y_{it} = (1 - e^{-\lambda t}) \left[\ln Y_{it-1} + \frac{\alpha}{(1-\alpha-\beta)} \left(\log \left(\frac{I}{Y_{it}} \right) - \ln(\eta + g + \delta) \right) \right] \quad (31)$$

L'estimation d'une équation de convergence est problématique car elle s'apparente à un modèle dynamique toute en utilisant la méthode donnée de panel qui mène à des coefficients biaisés du fait de la corrélation entre variable endogène retardée et résidu. Cependant, une telle contrainte n'est effective que lorsque la période étudiée est courte. Il faut donc une base de données longue pour éliminer le problème de biais au panel dynamique. Les résultats empiriques obtenus dans ce cadre dont les tests économétriques qui nous permettent de conserver les propriétés de convergence des estimateurs, sont menées sur données annuelles. La somme de δ et g est fixée de 0,05 selon l'hypothèse de Mankiw, Romer et Weil (1992), il existe deux spécifications sont tour à tour estimées :

- *L'utilisation de taux de scolarisation comme indicateur de capital humain*
- *Appuyant sur le taux de Scolarisation retardé de Dix ans*

La comparaison des résultats sur la base 1880-1980 et les résultats de Mankiw, Romer et Weil (1992) qui se reflètent à une estimation cross section convenant 22 pays de l'OCDE sur la période 1960-1985. N'est pas d'un grand intérêt dans la mesure où ni la base de données étudiée et l'indicateur de capital humain varie entre le nombre de pays sur 100 ans sont 10 pays de l'OCDE. Pour Mankiw et Weil (1992) adoptent un indicateur referent ou pourcentages des étudiants des secondaires dans la population active. Nous utilisant un taux de scolarisation dans la primaire et secondaire. Ces résultats obtenus suggèrent un impact cross-section de l'éductions plus important qui sur effet temporelle.

III- LE RÔLE RETROUVÉ DU SYSTÈME ÉDUCATIF

1- Concentration sur la formation et l'éducation

Bialès (2008)⁹⁶ confirme que « *la hiérarchie des salaires à long terme se traduira par le fait que les salariés les mieux valorisés seront logiquement ceux qui ont le plus investi en matière d'éducation et de formation* ». Donc, l'éducation joue une fonction de sélection sur le marché des facteurs de production.

Au totale, Becker, dans son analyse du capital humain, s'attache à une explication des différentielles de salaires entre individus ; « *pour ce faire, une approche comparative des différents profils inter-temporels est effectuée entre individus pourvus en capital humain selon le nombre d'années d'études* ».

D'ailleurs, Becker qui a fixé le cadre d'analyse théorique et conceptuel de l'approche du capital humain. Selon Becker, il existe une dépendance entre le niveau d'éducation et productivité d'une part et d'autre part entre le facteur de capital humain (accumulation) et la croissance économique. La contribution de Becker produit un débat sur les déterminants de la croissance. Pour Becker, il existe une forte relation de causalité entre l'amélioration de l'éducation (capital humain) et la croissance économique. Cette relation de causalité à un effet entre croissance économique et développement économique (Keeley ; 2007)⁹⁷.

D'autres études de Pritchett (2001)⁹⁸ et Krueger et Lindahl (2001) remettent aussi en question l'optimisme général du début des années quatre-vingt-dix sur la contribution de l'éducation à la croissance. Krueger et Lindahl (2001)⁹⁹ notent que l'éducation est statistiquement significative et positivement reliée à la croissance, seulement pour les pays ayant de faibles niveaux d'éducation.

Sur cette base, le système éducatif un rôle très important dans la valorisation de capital humain selon laquelle l'éducation serait un déterminant de la croissance économique selon Sébastien Dessus (1997) qui explique le rôle retrouvé du système éducatif.

⁹⁶ Bialès C. (2008), « *Le marché du travail, un panorama des théories économiques, de l'orthodoxie aux hétérodoxies* », Cours d'économie du travail.

⁹⁷ Keeley B. (2007), « *le capital humain : Comment le savoir détermine notre vie ?* », OCDE p 163

⁹⁸ Pritchett, L., (2001), "Where Has All the Education Gone?" *World Bank Economic Review*, Vol. 15, N°3, pages 367-391.

⁹⁹ Krueger, A. et Lindahl, M., (2001), "Education and Growth: Why and for Whom?" *Princeton Working Paper N°429*, Princeton University.

2- Autres études sur le rôle de l'éducation

Plusieurs études empiriques récentes, menées sur données de comparaison internationale, remettent sérieusement en question l'opinion largement répandue selon laquelle l'éducation serait un facteur déterminant de croissance économique. Relançant le débat sur la convergence des économies à la suite de Mankiw, Romer et Weil (1992), Caselli, Esquivel et Lefort (1996)¹⁰⁰ ne parviennent pas à observer un effet positif de l'investissement en capital humain sur la croissance, une fois corrigés les problèmes méthodologiques de la première étude.

L'observation factuelle dans de nombreux pays en développement confirme ce constat (Pritchett, 1996)¹⁰¹ : l'augmentation du capital humain de la main-d'œuvre, mesuré par le nombre moyen d'années de scolarisation, ne semble pas avoir le même impact d'un pays à l'autre sur la productivité du travail. Ce qui fit même se demander à cet auteur « où était passé l'éducation ? », ou, en d'autres termes, à quoi servaient les dépenses publiques d'éducation.

Dans l'une des contributions les plus importantes de la théorie de la croissance néoclassique, Solow (1965) considère le progrès technique comme moteur de la croissance. Récemment, avec les nouvelles théories de la croissance endogène, d'autres économistes comme Lucas (1988) ou encore Romer (1990), quant à eux, considèrent que c'est le capital humain qui est à la source de la croissance. Alors que Barro (1990) estime que les dépenses publiques joueraient un rôle important. Les différents facteurs ci-dessus cités ont servi de socle aux politiques de la Banque Mondiale.

Toutefois, ceci ne nous semble pas suffisant pour rejeter l'hypothèse d'une influence significative du système éducatif sur l'activité économique. Nous proposons une formalisation alternative du rôle du système éducatif sur la qualité du capital humain, qui permet de réhabiliter statistiquement l'influence du premier sur la croissance, au travers d'une accumulation de capital humain plus efficace.

Cette axiomatisation consiste à admettre que la qualité du système éducatif se mesure par sa capacité à former une unité supplémentaire de capital humain efficace. Des lors, on peut montrer que l'hétérogénéité internationale des fonctions de production ne doit pas être seulement prise en compte au niveau de la productivité moyenne des facteurs, mais également au niveau de la productivité marginale du capital humain.

¹⁰⁰ Caselli, Esquivel et Lefort (1996) : «*Capital humain et croissance : évidences sur données de pays africains* » p. 1-5

¹⁰¹ Pritchett, Lant. 1996. "Mind You P's and Q's: The Cost of Public Investment is Not the Value of Public Capital." World Bank Policy Research Working Paper 1660.

Nous signalons que la multiplication des bases de données sur la croissance et les mesures du capital humain a favorisé la recherche selon la contribution du capital humain à la croissance. Sur cette base, nous pouvons citer les bases de données de Barro et Lee (1993, 1996, 2001). Nous citons les bases de données De la Fuente et Doménech (2008)¹⁰² portant sur les pays de l'OCDE, le Penn World Table de Heston, Summers et Aten (2006)¹⁰³, les annuaires statistiques de l'UNESCO, les bases de données de la Banque Mondiale ou encore les tables de Pscharopoulos et Patrinos (2002)¹⁰⁴ sur les taux de rendements de l'éducation.

Ainsi avec la disponibilité des données intégrant aussi bien des indicateurs de quantité et de qualité du capital humain, une nouvelle génération d'études empiriques sur la croissance et le capital humain ont été menées ces dernières années.

Creel et Pilon (2006)¹⁰⁵ examinent l'impact du capital humain (mesuré par les dépenses ordinaires d'éducation) et de l'investissement public sur la croissance en s'appuyant sur un modèle de Solow modifié. Le capital humain et l'investissement public se révèlent avoir un rôle moteur pour la croissance économique en Europe. Une autre contribution qui reporte directement la mesure de la qualité de l'éducation dans un modèle de croissance est celle de Barro (2001).

En outre, dans la littérature récente, certains économistes à savoir Hirschman, Myrdal, Coase, Stiglitz¹⁰⁶, North, Olson et Williamson ont traité le sujet de l'interaction entre les institutions et les variables économiques. L'étude de Rose-Ackerman et Klitgaard¹⁰⁷, s'est tournée vers la corruption en raison des conséquences terribles de ce phénomène sur le développement économique vu l'intervention des individus dans les institutions.

Au totale, la question de la qualité des institutions dans les pays est l'un des sujets les moins traités dans la recherche scientifique car la qualité des institutions dans la zone MENA. Cette interrogation sera traitée dans le paragraphe suivant.

¹⁰² De la Fuente, A. and R. Doménech (2008). "Human capital, growth and inequality in the Spanish regions." In U. Stierle, M. Stierle, F. Jennings and A. Kuh, editors, *Regional Economic Policy in Europe. Challenges for Theory, Empirics and Normative Interventions*, pp. 15- 44. Edward Elgar.

¹⁰³ Heston, Summers et Aten (2006): *Penn World Table Version 6.2 centre for international comparasions of production, Income and prices de l'université de Pennsylvannie*

¹⁰⁴ Psacharopoulos, G. et Patrinos H., (2002), "Returns to Investment in Education: A further Update", *World Bank Policy Research Working Paper N°2881*.

¹⁰⁵ Creel, J. et Pilon G., (2006), "Is Public Capital Productive in Europe?", *Document de travail de l'OFCE, Observatoire Français des Conjonctures économiques, Centre de recherche en économie de Sciences Po, N°2006-10*.

¹⁰⁶ Schultz .w (1968). «Institutions end the rising economic value of man », *American Journal of Agricultural Economics*, N°50, Decembre 1968, pp.1113-1122.

¹⁰⁷ Rose – ackerman Susan, *Corruption : A study in political economy*, New York/San Francisco/London, Academic Press, 1978

3- LA QUALITÉ DES INSTITUTIONS DANS LES PAYS MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD (MENA)¹⁰⁸

1- Les institutions politiques dans la région de MENA

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) a franchi le seuil du nouveau millénaire avec des problèmes très complexes. Le plus épineux de ces problèmes consiste à savoir comment engranger des taux de croissance économique suffisamment élevés au cours des prochaines années pour absorber les quelque 25 millions de personnes sans emploi dans la région, et pour générer cinq millions d'emplois nouveaux supplémentaires par an pour les nouveaux arrivés sur le marché de l'emploi.

Pour pouvoir éviter cette situation peu enviable, il est impératif que la région encourage les investissements. Même si des avancées ont été réalisées dans un certain nombre de domaines, de nombreux efforts sont encore nécessaires, et qui doivent être entrepris à un rythme plus rapide. En particulier, une refonte complète des cadres institutionnels économiques et politiques dans la région est de mise.

Pour édifier des meilleures institutions entraîne des changements. Les pays du MENA doivent s'efforcer de réduire la taille du secteur public, de faire respecter le principe de la légalité, de protéger les droits de propriété, d'éradiquer la corruption, de respecter les droits de la personne, de promouvoir la liberté de la presse, et de rechercher une plus grande intégration aux niveaux régional et mondial. Les ressources humaines, financières et naturelles de la région permettent aux pays du MENA d'édifier des cadres institutionnels vraiment solides et d'attirer les investissements dont ils ont besoin.

Pour attirer des investissements étrangers, le cadre institutionnel doit s'améliorer dans la région. Ainsi, il convient d'apporter des améliorations, notamment par rapport à l'élimination de des obstacles bureaucratiques, l'élimination de la corruption, le renforcement des systèmes juridique, le fait de faire valoir le principe de la légalité. La croissance durable nécessite une meilleure affectation des ressources ainsi qu'une amélioration de la formulation et de la mise en œuvre des politiques, une tâche qui ne peut être accomplie sans transparence ou sans la responsabilisation des fonctionnaires et des administrateurs.

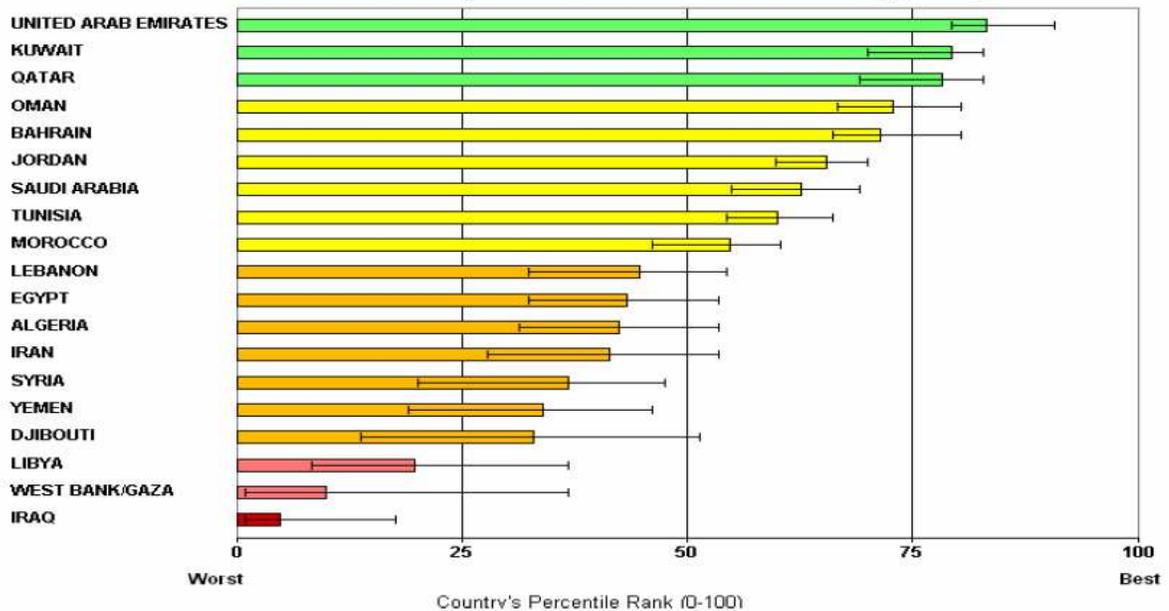
¹⁰⁸ Ben Fathal. Nader (2007) : « les institutions et la croissance » p.p 71-79

2- La corruption dans les pays MENA :

Les pays de la zone MENA sont presque hétérogènes dans toutes les domaines et sur tout entre les pays de nord Afrique et les pays de golf. Nous remarquons aussi que les pays de la région MENA sont divisés en deux catégories, la première est composée d'Unions des Emiraties Arabies, Kuwait, Qatar, Bahreïn, Arabie Saoudite, Tunisie et Maroc qui sont caractérisés par un moyen et haut contrôle de corruption. Et la deuxième est composée de Lebanon, Égypt., Tunisie, Algérie, Iran, Syrie, Yémen, Djibouti, Libye, West Bank-gaza et Iraq qui sont caractérisés par un faible niveau de contrôle de corruption.

Nous Kauffmann, Khraay et Mastruzzi (2005)¹⁰⁹ ont étudié ce type de contrôle pour montrer la qualité institutionnelle dans cette région.

Control of Corruption in MENA region, 2005



Source for data: 'Governance Matters V: Governance Indicators for 1996-2005', D. Kaufmann, A. Kraay and M. Mastruzzi, 25
 (<http://www.worldbank.org/wbi/governance/govdata/>); Colors are assigned according to the following criteria: Dark Red, bottom 10th percentile rank; Light Red between 10th and 25th; Orange, between 25th and 50th; Yellow, between 50th and 75th; Light Green between 75th and 90th; Dark Green above 90th.

À la guise de conclusion, la qualité institutionnelle dans la zone MENA peut nous conduire de dire que l'existence de la notion de la corruption persiste vu la manque de transparence, et surtout absence des lois qui protège l'utilisation forte de pouvoir administratif. La corruption est liée donc par le pouvoir de personne (capital humain) qui un effet sur la croissance économique.

¹⁰⁹ Kaufmann., Kraay.a. et Mastruzzi.m. (2005). «governance matters iv: governance indicators for 1996-2004 », the world bank, washington, may 2005, www.worldbank.org/wbi/gouvernance/govdata/

SECTION 3 : CORRUPTION, CAPITAL HUMAIN ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE :

I- ÉTUDE DE LA RELATION DE LA CORRUPTION, LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET CAPITAL HUMAIN

La relation entre corruption et croissance économique a fait l'objet d'un certains théoriciens économiques en appuyant sur le développement des analyses de la croissance économique surtout la théorie de la croissance endogène.

En effet, la nouvelle théorie de la croissance occupe une place importante dans les recherches récentes. En introduisant le capital humain qui est l'un des facteurs essentiels de la croissance économique, la nature des études relatives à la relation entre corruption, dépenses publiques et croissance économique établit un diagnostic propre dans plusieurs pays.

D'ailleurs, « depuis les travaux fondateurs de Solow (1956) et surtout ceux réalisés sous la direction de Denison connus sous le nom de « comptabilité de la croissance », l'accumulation des facteurs – capital physique, capital humain et travail - est devenu l'un des principaux déterminants de la croissance économique. A partir de ces modèles, se sont développées des analyses plus modernes qui associent à ces trois facteurs traditionnels d'autres dimensions à savoir, le progrès technique et ses externalités (Romer, 1990), les Recherches – Développement (R&D), la santé. Les pays africains, quant à eux, n'ont pas suivi les mêmes dynamiques de développement. Mais pire encore, on a pu observer 35 ans plus tard, qu'ils sont la seule région au monde à accumuler des retards dans tous les domaines économique, social et même politique¹¹⁰ ».

En plus, le point de départ de ces nouvelles théories-dont les travaux précurseurs ont été ceux de Paul Romer (1986 et 1990) et de Robert Lucas (1988)- a été le rejet de l'hypothèse des rendements décroissants sur les facteurs accumulables. L'aspect d'endogénéisation de la croissance est porté au rôle de l'accumulation de capital humain dans le processus endogène.

¹¹⁰ Doudjidingao Antoine (2009) : Thèse « éducation et croissance en Afrique subsaharienne »

Aussi bien « Lucas (1988) montre que le taux de croissance d'une économie dépend de l'efficacité de l'investissement en capital humain respectivement dans l'éducation et la R&D¹¹¹ ».

Depuis quelques décennies, plusieurs auteurs ont stipulés que la corruption favorisait la croissance économique [Nathaniel H. Leff (1964)¹¹², Samuel P. Huntington (1968) et Francis T. Lin (1985)], en raison que « les pots-de-vin » évitent les retards administratifs pour les hommes d'affaires. Même, cette idée qui remet en cause les principes de bonne gouvernance, n'a pas duré beaucoup, puisque cette notion quand elle s'enfance dans la gestion des affaires publiques, cause de mauvaises allocations et affectation de ressources.

A ce niveau, l'Afrique est perdante dans ce domaine à cause de ses institutions peu crédibles et moins fiables, alors que l'Asie ayant un système centralisé et fort a atteint des résultats importants, même avec une corruption plus forte. « *La bonne gouvernance des institutions de tout Etat, est une partie importante de toute politique de lutte contre la corruption* »¹¹³. En plus, nous devons examiner les canaux à travers lesquels la corruption peut influencer la croissance économique. D'où l'existence de l'idée pour étudier l'interaction possible entre la corruption et le capital humain, et de démontrer leur effet sur la croissance économique.

Nous allons dans ce section traiter l'influence directe et indirecte de la corruption sur la les indicateurs économiques et surtout sur la croissance économique. Nous développerons l'impact de la corruption, qui apparait plus complexe dans la littérature, sur l'investissement dans le capital humain, en démontrant que cette influence de la corruption sur l'accumulation du capital humain et sur la part de la croissance économique. Une revue de littérature sur l'impact de la corruption sur les agrégats macro-économiques des pays, ainsi les applications empiriques illustrent l'interaction entre la corruption et le capital humain sur la croissance économique.

Avant de passer pour étudier l'effet de la corruption publique sur les variables macroéconomique, nous devons mettre en lumière la relation entre capital humain et la corruption comme un fléau social.

¹¹¹ Lucas R. (1988): "On the mechanics of economic development". *Journal Monetary Economics*, n°22, pp 3-42

¹¹² Leff, N. H. (1964) "Economic Development through Bureaucratic Corruption." *The American Behavioral Scientist* 8 (2)

¹¹³ Kaufmann., Kraay.a. et Mastruzzi.m. (2005). «governance matters iv: governance indicators for 1996-2004 », the world bank, washington, may 2005, www.worldbank.org/wbi/gouvernance/govdata/

II- CORRUPTION ET CAPITAL HUMAIN

1- Les conséquences de la corruption de point de vue des certains économistes

En étudiant les causes et les conséquences des performances des pouvoirs publics locaux dans un climat de grande corruption, Rotberg (2004) montre que cette dernière peut nuire à la croissance économique à travers son impact sur l'investissement.

En effet, Les travaux de Mauro (1995)¹¹⁴ mettent l'accent sur la relation entre la corruption et l'investissement à partir le taux de l'investissement sur le PIB. Selon Tanzi et Davoodi (1997)¹¹⁵ ont montré que la corruption est susceptible d'augmenter l'investissement public tout en diminuant sa productivité, ils ont prouvé qu'un niveau élevé de corruption est associé à une baisse des dépenses d'entretien et d'infrastructure ce qui aura un impact négatif sur la croissance économique.

Toutefois, la corruption peut diminuer l'investissement total et par conséquent elle réduit la qualité de l'infrastructure des nations en considération, elle a aussi des effets sur les exécutions des infrastructures et des projets sont traités également par Laffon et N'Guessan (1999) et par Laffon et N'Gbo (2000) dans un modèle tenant en compte l'expansion des réseaux pour les Etats en développement. Ce fléau peut avoir aussi des effets sur la modification de la structure des dépenses publiques. Les pays les plus corrompus ont moins de dépenses publiques en éducation [Mauro (1998)]. Ce résultat a été confirmé par Gupta, Davoodi et Alonso- Terme (1998) qui montrent que les politiques anti-corruption permettent de réduire les inégalités de revenu et la pauvreté. En plus, la corruption élevée peut diminuer la part des dépenses publiques en éducation et en santé, mais elle augmente les dépenses militaires et gouvernementales qui représentent l'affaire de l'Etat [Gupta, Mello et Sharan (2000)¹¹⁶]. En plus, Tanzi et Davoodi (1997) ont montré que pour les pays dont le niveau de la corruption est élevé, la part de la collecte de la recette fiscale est plus faible.

Gupta, Davoodi et Tiongson (2000) suggèrent que la corruption augmente le taux de mortalité infantile. Certes, il y a une relation positive et significative entre les activités improductives et la corruption.

¹¹⁴ Mauro. (1995) «Corruption and Growth », *Quarterly Journal of Economics*, MIT Press, Vol. 11, No. 3, pp. 681-712.

¹¹⁵ Tanzi, et Davoodi (1997), « Corruption, Public Investment and Economic Growth», *IMF Working Paper No. 97/139*.

¹¹⁶ Gupta, S, De Mello, L. & Sharan, R. (2000), "Corruption and military spending", *IMF, WP, 00-23*.

2- Contribution de Seka (2005)¹¹⁷

Ce concept constitue aussi un frein à la croissance économique à travers son impact négatif sur l'accumulation du capital humain [Seka (2005)].

Toutefois, un autre courant de pensée a renversé la relation entre la corruption et la croissance économique, en montrant qu'un climat propice à la corruption génère des incitations au travail et engendre une plus grande productivité. En fait, Shibata (2001) a montré que les dépenses tirées par la puissance publique malgré l'environnement néfaste à la bonne gouvernance déterminent une augmentation appuyée du PIB et une accumulation graduelle du capital.

Mauro (2001), dans une étude relative à la détermination de la causalité entre le niveau de croissance économique et l'indice de corruption, montre que la corrélation n'est pas toujours négative. Du fait que la corruption peut être examinée dans certains cas comme une mesure stimulante du travail et de la production. Cette idée est rejetée par les travaux de Vega- Gordillo et Alvarez- Arce (2003) et de Del Monte et Pagagni (2001)¹¹⁸.

Les investigations de Celentani et Ganuza (2002) conseillent qu'un climat de corruption étendu encourage l'apparition des comportements opportunistes, justifiés par la collecte de gains futurs. Cette asymétrie d'information constituant le principal déterminant de la corruption [Laffont et Meleu (2001)], fait l'objet de nouvelle recherche de Van Rijckeghen et al (2001)¹¹⁹ et de Kraster et Ganer (2004). Ceci est justifié par la mauvaise gouvernance qui règne dans la plupart des pays pauvres du Continent Africain. Pour cette raison, nous tentons dans le travail qui suit de spécifier la nature de la relation entre la corruption et la croissance économique des pays en développement.

¹¹⁷ Seka, (2005) : "Corruption, croissance et capital humain : Quels rapports", Université de Cocody, UFR-SEG, Abidjan.

¹¹⁸ Del Monte A., and Papagni E. 2001. "Public expenditure, corruption, and economic growth: the case of Italy", *European Journal of Political Economy*, No. 17, pp. 1-16.

¹¹⁹ Rijckeghem, C. V & Weder, B. (1997), "Corruption and the rate of temptation: Do low wages in the civil service cause corruption?" IMF, WP, 73.

III- LES EFFETS DE LA CORRUPTION SUR LE DÉVELOPPEMENT

1- L'effet de la corruption sur la décision légale et sur l'infrastructure

Au cours des dernières décennies et à partir de la définition de la corruption (abus de pouvoir public à des fins personnelles), la corruption comme un grand fléau a atteint la quasi-totalité des pays du monde.

Depuis la fin de la Guerre froide, nous pouvons espérer que la libéralisation politique et économique réduirait ce phénomène. Grâce à la transparence accrue issue de la diversité politique et la liberté de la presse, le processus de démocratisation devrait mobiliser des forces contre la corruption. Mais les pays embryonnaires démocraties restent fragiles.

La libéralisation économique peut réduire les interventions étatiques et aussi réduit les occasions de corruption. Mais réellement, nous observons le contraire surtout dans un court temps car il y a des structures d'Etat affaiblies, l'absence d'une législation adéquate, l'insuffisante capacité de l'appareil judiciaire à s'attaquer à la corruption, la recherche du gain facile - que d'aucuns confondent avec l'économie de marché.

Cette évolution ne peut laisser neutre les responsables qui s'occupent et se préoccupent du développement de leurs pays. Nous pouvons aborder la corruption et ses effets sous différents angles et nous pouvons le faire par le biais éthique. *« Mais alors qu'est-ce qui nous autorise à prêcher la morale au Sud et à l'Est, alors que la corruption sévit aussi au Nord et que, s'agissant de corruption dans les relations économiques internationales, il y a, presque par définition, un corrupteur au Nord et un corrompu au Sud et à l'Est ? La seule réponse - moralement contestable mais économiquement correcte - serait que le Nord riche peut se permettre de gaspiller une partie de ses ressources alors que, dans les PVD, les rares ressources doivent être utilisées de façon optimale ! D'autres mettent en exergue les distorsions que la corruption provoque dans le jeu loyal des conditions de concurrence, en défavorisant les entreprises performantes, mais honnêtes¹²⁰ ».*

¹²⁰ Pour plus d'informations sur le travail de l'ONUDC contre la corruption, visitez : <http://www.unodc.org/unodc/en/corruption/index.html?ref=menuse>

2- Un obstacle majeur au développement (sur l'endettement)

En analysant quelques-uns des effets de la corruption sur le développement, Nous pouvons d'abord remarquer qu'elle augmente par le moteur de coût des prestations et de fournitures. Si par exemple un taux de 5 % sur sa marge bénéficiaire pouvait, à la limite, être soutenus par le fournisseur, alors les taux de corruption de 10 à 20 %, devenus usuels, sont répercutés sur le prix et payés de la sorte sur les ressources internes ou externes d'un pays. Donc C'est la forme de l'économie nationale qui supporte le surpris injustifié du produit ou de la prestation, ainsi la différence étant empochée par un fonctionnaire qui aura abusé de son pouvoir au profit de ses intérêts privés. Ces opérations qui sont financées par les crédits bancaires, ou concessionnels dans le cas d'aide extérieure, les surpris accroissent d'autant la dette du pays. Nous supposons d'ailleurs aujourd'hui qu'une partie non négligeable de la dette extérieure des PVD est constituée par la contre-valeur des sommes payées au titre de la corruption.

Ces pratiques peuvent nous montrer les situations puisque le décideur corrompu peut être tenté de se satisfaire d'un apport de moindre qualité qui lui assurera un profit personnel accru. Or, par exemple, lors de la réalisation d'un projet routier, la complicité entre les responsables administratives et les entreprises peuvent conduire à la réduction des normes de qualité convenues pour se partager l'économie réalisée. L'effet néfaste de la corruption atteint son comble lorsque la conception d'un projet et, finalement, son choix même, sont déterminés par la corruption. Dans le même contexte, nous pouvons penser à l'achat d'une technologie de faible qualité adaptée aux besoins d'un pays ou au choix d'une réalisation à forte intensité de capital plus prometteuse en termes de corruption, plutôt qu'à forte intensité de main-d'œuvre, qui favoriserait pourtant davantage le développement.

3- L'effet de la corruption sur la dépense publique et sur la croissance

***Cas de stabilité politique**

Vu que la qualité des institutions peut avoir un effet indirect sur le développement économique via l'accumulation du capital humain, nous avons intégré donc deux termes d'interaction. Le premier terme d'interaction entre le capital humain et la stabilité politique est de son signe et sa significativité, ceci exprime que dans un environnement stable, les dépenses militaires devront être diminuées au profit des dépenses publiques en éducation, et par suite cette stabilité politique, qui pourrait directement affecter le résidu de Solow s'il est traduit comme le résultat d'un processus d'accumulation de savoir reposant sur l'investissement en capital physique et humain, va encourager les citoyens à compléter leurs études supérieures pour favoriser un capital humain plus productif. D'une autre manière, une stabilité politique via des dépenses publiques en éducation productives, est capable d'accroître la croissance économique des PED.

***Cas de l'instabilité politique**

La relation entre l'instabilité politique et la croissance peut être expliquée par l'accumulation et l'efficacité modifiées de facteurs de production, comme appuyée par Fosu (1992) et Dixit et Pindyck (1994)¹²¹. L'instabilité détourne les institutions politiques d'assurer les droits de propriété, qui augmente à leur retour la probabilité que les bénéfices de l'investissement seront absorbés. Fosu (1992) prouve que la même chose s'applique à l'accumulation de capital humain, puisque l'instabilité politique pourrait causer l'abandon des compétences. Dans les cas ultimes d'instabilité comme les révolutions ou les coups d'Etat, Fosu (1992) montre que les coupures dans le processus de production pourraient produire directement la réduction du niveau de PIB. Cependant, l'impact sur les facteurs d'accumulation de la production peut également être accompagnée d'une influence négative sur leur productivité.

¹²¹ Avinash Dixit and Robert Pindyck(1994)

**Cas de l'accumulation de capital humain*

L'accumulation de capital humain est considérée comme canal à travers laquelle l'instabilité politique affecte la croissance. Guillaumont et Brun (1999)¹²² remettent en cause ces résultats dans le cas des pays africains et montrent que l'instabilité politique, définie comme combinaison de coups de l'état et de guerres étrangères/civiles, affecte directement les résiduels de l'équation de croissance.

L'effet de l'accumulation du capital humain sur l'instabilité politique peut avoir des effets néfastes sur l'environnement politique et la gouvernance en général. Toutefois, les cadres exécutifs qui sont politiquement douteux seront incapables d'entreprendre les réformes économiques obligatoires. L'interaction entre le capital humain et la corruption qui est corrélée à la croissance économique, mais sans avoir la significativité. Un tel résultat est conforme à celui des études indiquant que la gouvernance telle qu'elle est mesurée par les indices de corruption modifie la structure des dépenses publiques. Plus précisément, les pays à gouvernance moyen, exprimée par un niveau de corruption jugé élevé, ont tendance à présenter un capital humain moins productif. Guetat (2006)¹²³ a reporté que l'impact indirect de la corruption sur la croissance économique de long terme de la région MENA est transmis via l'investissement et le capital humain. L'implication de toutes ces recherches est que la corruption est un dommage qui affaiblit les facteurs principaux dont découle la croissance à long terme. La corruption dévie les ressources rares de l'investissement privé, décourage les dépenses publiques en éducation et en santé et en investissements dans le capital humain, rend le gouvernement moins efficace, et augmente l'instabilité politique. Cette corruption augmente directement et indirectement la pauvreté et l'inégalité de revenu [Gupta et al (2002)]. En effet, les pays en développement souffrent de la faiblesse de leurs institutions, déterminées par l'inefficacité du système d'imposition, l'insuffisance de compétences en management, la faiblesse de la connaissance technologique, la corruption, l'inefficacité du marché financier, la faible crédibilité des Etats, les phénomènes de capture [Laffont (1998)]. Nous avons aussi souligné l'impact du capital humain sur la croissance en rappelant les problèmes spécifiques à l'éducation dans les pays en développement qui ne sont pas sans lien avec les défaillances institutionnelles.

¹²² Brun J-F., Guillaumont P., S. and Guillaumont-Jeanneney S., 1999, "How instability lowers african growth", *Journal of African Economies*, 8, 87-107.

¹²³ Guetat. I (2006) « Corruption Effect on the MENA Countries Growth », , United Arab Emirates University, November 21- 23,

CONCLUSION

Le débat sur la notion de corruption ne cesse de se poursuivre dans le temps afin de trouver une définition similaire qui peut décrire précisément ce fléau. Alors, la corruption se produit quand le corrupteur donne un service caché pour le corrompant pour influencer l'action qui jouissent au corrupteur et pour lequel le corrompant a l'autorité vu les défaillances institutionnelles des certains pays peuvent conduire à l'instabilité de leurs croissances économiques.

En effet, la force motrice de la croissance économique la plus importante est l'éducation ou le capital humain, suivi de près par des contraintes sur l'exécutif ou les institutions. Comme l'a redit Pritchett (2001), la mauvaise qualité de l'enseignement dans de nombreux PED, c'est à dire, l'augmentation du nombre moyen d'années d'études pourrait n'avoir guère généré du capital humain.

Dans ce contexte, La corruption est un phénomène mondial qui se trouve dans tous les pays - mais les données montrent qu'il nuit aux pauvres plus que les autres, empêche la croissance économique et détourne désespérément les fonds nécessaires à l'éducation, la santé et autres services publics. Selon la Banque mondiale, environ un trillion de dollars américains est détourné par des pots de -vin chaque année «*La corruption est une menace mondiale. Elle constitue un obstacle au développement économique*¹²⁴».

Au totale, nous avons prouvé l'effet de la corruption sur la croissance économique tel qu'il est conçu par la littérature économique puis nous avons essayé de le vérifier empiriquement l'interaction entre la corruption et l'éducation caractérisé par le facteur de capital humain.

, le dysfonctionnement des institutions publiques décourage l'éducation et peut avoir des répercussions négatives sur le développement économique. Une stabilité politique, économique et sociale durable dans les pays en développement constitue une avancée importante sur le chemin qui mène à une croissance économique et aussi sur le développement en mettant t l'accent sur le secteur de l'éducation, nous allons étudier dans le chapitre suivant la relation entre la corruption publique et l'éducation.

¹²⁴ *Impact de la corruption sur le développement et comment les États peuvent mieux s'attaquer à la corruption sous les projecteurs à la Conférence des Nations Unies contre la corruption au Maroc en 2011.*

Bibliographie

- George T.Abed and Hamid R . Davoodi (200).**“ corruption , Structural Reforms , and Economic Performance in the Transition” *International Monetary Fund Working Paper*.
- D. Acemoglu and T. Verdier** “ The choice Between Market Failures and Corruption” *The American Economic Review*, XC .
- A. Ades R . DI Tella (1999).** “Rents , Competition , and Corruption” *The American Economic Review*, LXXXIX.
- A. Aesina. and B.Weder (1999).** “Do corrupt Governments Receive Less Foreign Aid ?” *NBER WP. n°7108* (www.nber. Org/ papers / w p7108).
- James E. Anderson and Douglas Marcouiller 1994.**“Trade, Insecurity, and Home Bias: Empirical Investigation” *NBER Working Paper n°7000*(www.nber. Org/ papers w7000).
- José Ansonn, Olivier Cadot and Marcelo Olarreaga(2003).** “Tariff Evasion And Customs Corruption Does Pre-Shipment Inspection Help ? “ *Policy Research Working Paper n° 3156* *The World Bank*.
- Mehmet Bac (2001).** “ Corruption, Connections and Transparency: Does a better screen imply a better scene ? “ *Public Choice*, Vol 107.
- Paranab Bardhan(1997).** “ Corruption, and Development : a Review of Issues”, *journal of Economic literature*, Vol.XXXV, pp.1320-1346.
- George R.G.Clarke and Lixin Colin Xu (2002)**“Ownership, Competition, and Corruption: BribeTakers Versus Bribe Payers “ *Working Paper series n° 2783? The World Bank* (2002).
- S. Djankov, R.La Porta, F. Lopez- de – Slanes and A. Shleifer (1998).**“The Regulation of Entry”*NBER Working Paper n°7892*.
- Richard G. Duley(2001).** “ The Rotten Mango: The Effect of Corruption on International Development Projects” *www.Transparency.org*.
- Gunnar S. Eskeland and Henrik Thiele (1999).** “ Corruption under Moral Hazard” *Policy Research Working Paper n° 2204, The World Bank*.
- Silvia Fedeli & Francesco Forte (2003).** “Public co-financing of sector’s investments Subsidiarity and corruption” *Public Choice*.
- Raymond Fisman et Roberta Gatti (2002).**“ Decentralization and corruption: Evidence from U.S. federal transfer programs”*Public Choice*, Vol.113.

Roberta Gatti, Stefano Paternostro and Jamele Rigolini (2003). “Individual Attitudes toward Corruption, Do Social Effects Matter ?” *Policy Research Working Paper* n°3122

Sanjeev Gupta, Hamid Davoodi, and Erwin Tiongson,(200). “Corruption and the Provision of Health Care and Education Services” *International Monetary Fund WP* n°116.

Nadeem UI Haque and Rataana Sahay1996). “Do Government Wage Cuts Close Budget Deficits? Costs of Corruption “*IMF Staff Papers*, Vol.43, n°4.

Irene Hors (1998) “Rent-seeking Behaviour and Public Corruption “, *Economist* , OECD *Development Center* .

Simon Johnson, Daniel Kaufmann and Pablo Zoido-Lobation (1998).“Corruption, Public Finances and the Unofficial Economy”, *The World Bank Working Paper* n°2691

Simon Johnson, Daniel Kaufmann, John McMillan and Christopher Woodruff (1999). “Why Do Firms Hide? Bribes and Unofficial Activity after Communism” MIT, Cambridge, MA

Daniel Kaufmann and Aart Kraay (2002). “Growth without Governance: Updated Indicators, New Results-A brief synthesis” *World Bank* (July 2002).

Philip Keefer and Stephen Knack (1997). “Why don't Poor Countries catch up,? A Cross-National Test of an Institutional Explanation” *Economic Inquiry*. Vol.XXXV (July1997).

Philip Keefer and Stephen Knack (1998).“Boondoggles and expropriation: Rent-seeking and policy distortion when property rights are insecure” *World Bank WP* n°2910.

R.Klitgaard “Controlling corruption” Berkeley: *University of California Press*.

Marianna A.Klochko et Peter C.Ordeshook “Corruption, cooperation and endogenous time discount rates” *Public Choice* 115: 259-283 (2003).

Jean-Jacques Laffont and Tchétché N'Guessan “Competition and corruption in an agency relationship “ *Journal of Development Economics*. Vol.60/271-295 (1999).

Johann Graf Lambsdorff “Corruption and Rent-seeking” *Public Choice* 113:97-125 (2002).
49

JohannGraf Lambsdorff “ Corruption in Empirical Research-A Review” *Transparency international Working Paper* (November 1999).

Johann Graf Lambsdoff “ How corruption in Government Affects Public Welfare – A Review of Theories” *Center for Globalisation and Europeannization of the Economy* (2001).

Carlos Leite a Jens Weidmann “ Does Mother Nature Corrupt ? Nature Resources ,

corruption , and Economic Growth” *IMF WP/ 99/85*(July 1999).

F.T.Lui and Isac Ehrlich “ Bureaucratic Corruption and Endogenous Economic Growth”
Journal of Political Economy (1999) .

Xavier Sala – I – Martin & Arvind Subramanian (2003).“ Addressing the Natural Resources Curve : An Illustration from Nigeria” *NBER Working Paper* 9804(June2003) .

Paolo Mauro(1995). “ Corruption and Growth” *Quarterly Journal of Economics* .

Paolo Mauro (1998).“ Corruption and the composition of government expenditure”, *Journal of Public Economics* , LXIX.

Paolo Mauro (1997). “the Effect of Corruption on Growth, Investment and Government Expenditure: A Cross- country Analysis”, *corruption in the global economy*, (institute for international economics),

Era Dabla- Norris (2001) “A Game-Theoretic Analysis of Corruption in Bureaucracies” *IMF WP/01/01/15*.

Torsten Persson (2001).“Do Political Institutions Shape Economic Policy? “ *NBER Working Paper* 8214.

Torsten Persson, Guido Tabellini and Francesco Trebbi (2001)“Electoral Rules and Corruption “*NBER Working Paper* 8154.

Andrew Sunil Rajkumar& Vinaya Swaroop(200). “ Public Spending and Outcomes : Does Governance Matters ?” *Public Policy Institute , Georgetown University, World Bank* .

Caroline Rijckeghem and Betrice Weder (1997).“ corruption and the Rate of Temptation : Do Low Wages in the Civil Service Cause Corruption?” *IMF WP /97/73*.

Rose.Ackerman (2001). “ Corruption and government: causes, consequences and reform”
Cambridge university press.

Sanyal.A, Gang.I and Goswami.O (2000). “ Corruption, tax evasion and the laffer curve”
Publicchoice vol 103.

Shleifer.A and Vishny.R(1993). “Corruption” the *Quarterly journal of economics*

Swamy.A,Knack.S and Lee.Y(2001). “Gender and corruption” *journal of development economics*”vol 64.

Tanzi.V (1999). “Corruption in the public finances” www.iacc.org .

Tanzi.V (1998). “corruption government activity and markets” *Cambridge university press*.

Tanzi.V (1998). “corruption around the world: Causes, consequences,scope and cures” *IMF Staff*

paper vol 45

Tanzi.V and Davoodi .H(2002). “Corruption public investment and growth” IMF WP/97/139.

Tanzi.V and Davoodi.H(2002). “ How corruption in public investment hurts growth” *the economic issues series*

Torvik.R (1998). “Natural resources, rent-seeking and welfare” journal of development economics, vol 67 .

Ventelou.B(2002). “Corruption in a model of growth: Political reputation, competition and shocks” *public choice*

Wei.S (2001). “negative alchemy, corruption composition of flow and currency crises” *NBER WP8187*

Wei.S (1997).“ How taxing is corruption on international investors?” *NBER WP 6030.*